

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 239

4 février 2010

### SOMMAIRE

Adelie Investissements S.A. ....	11430	LSF Shining Nova 5 Investments S.à r.l. .....	11430
AD &S TRADING COMPANY LTD office Luxembourg .....	11436	Lybra Holdings S.à r.l. ....	11428
Aquatechnic S.A. ....	11428	MACK II S.A. Beteiligungsgesellschaft der Mitarbeiter Carl Kliem S.A. ....	11427
ARPEGIA Conseil S.A. ....	11431	Marian Properties S.A. ....	11437
BDM Technologies Holding S.A. ....	11428	MXM-IPC S.à r.l. ....	11472
B. I. International S.A. ....	11429	National Air Cargo (Luxembourg) Sàrl ..	11432
B. I. International S.A. ....	11435	NFO (Luxembourg) S.à r.l. ....	11434
British Vita (Lux IV) S.à r.l. ....	11431	Opera Properties S.à r.l. ....	11472
Brown Machines S.A. ....	11426	ProLogis UK CCLXX S.à r.l. ....	11435
Cecamo Luxembourg S.à r.l. ....	11433	Promedent .....	11430
Clyde Union (Holdings) S.à r.l. ....	11431	Regional MSME Investment Fund for Sub- Saharan Africa S.A., SICAV-SIF .....	11439
Compagnie Européenne de Wagons S.à r.l. .....	11429	R.P. Aqua Immobilière S.à r.l. ....	11427
Erwan S.A. ....	11431	Seaport International S.A. ....	11427
Fari S.A. ....	11426	S.I.SM S.A. ....	11434
Fiduciaire Accura S.A. ....	11427	Sumala S.A. ....	11426
Grand Vianden S.A. ....	11426	Tamweelview European Holdings S.A. ...	11433
Groupe Européen d'Investissements Hold- ing S.A. ....	11426	Tamweelview Japan RW2 Holdings S.à r.l. .....	11434
Hanuman Enterprises S. à r. l. ....	11426	The Winning Team S.A. ....	11429
KEIF Germany Simmern S.à r.l. ....	11430	Ventura Properties S.à r.l. ....	11432
Lagrev Investments S.A. ....	11433	Walk 2 S.à r.l. ....	11435
Landbesitz Alpha A.G. ....	11429	Wentworth S.A. ....	11436
Laubach Ferrailles S.A. ....	11436	Wilton Holding S.A. ....	11432
LSF5 Giga Holdings S.à r.l. ....	11428		

**Hanuman Enterprises S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 116.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010010471/9.

(100002360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Groupe Européen d'Investissements Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 58.278.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010010473/9.

(100002652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Grand Vianden S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 105.254.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010010474/9.

(100002750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Sumala S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 49.364.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010010484/9.

(100002879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Fari S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 66.615.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010010485/9.

(100002651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Brown Machines S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 75.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010010493/9.

(100002749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**MACK II S.A. Beteiligungsgesellschaft der Mitarbeiter Carl Kliem S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 251, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 35.717.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 5. Januar 2010.  
Für gleichlautende Abschrift  
*Für die Gesellschaft*  
Maître Jean SECKLER  
Notar

Référence de publication: 2010010269/14.

(100002234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Fiduciaire Accura S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3640 Kayl, 108, rue du Faubourg.  
R.C.S. Luxembourg B 93.675.

*Rectificatif du bilan au 31 décembre 2008  
déposé le 22 décembre 2009 avec la référence L090196571.04*

Le Bilan rectificatif au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

*Pour la société*  
FIDUCIAIRE ACCURA S.A.  
*Experts comptables et fiscaux*  
Signature

Référence de publication: 2010010349/16.

(100002522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**R.P. Aqua Immobilière S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie.  
R.C.S. Luxembourg B 20.737.

*Rectificatif du bilan au 31 décembre 2007 déposé le 23 octobre 2008 avec la référence L080156248.*

Le bilan rectificatif au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 janvier 2010.

*Pour la société*  
FIDUCIAIRE ACCURA S.A.  
*Experts comptables et fiscaux*  
Signature

Référence de publication: 2010010352/15.

(100002531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Seaport International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 134.386.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010010496/9.

(100002658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Aquatechnic S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie.  
R.C.S. Luxembourg B 105.650.

—  
*Rectificatif du bilan au 31 décembre 2005 déposé le 27 juillet 2006 avec la référence L060076188.*

Le bilan rectificatif au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 janvier 2010.

*Pour la société*

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

*Experts comptables et fiscaux*

Signature

Référence de publication: 2010010355/15.

(100002534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**LSF5 Giga Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.600.375,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 119.052.

—  
Statuts coordonnés, suite à une Assemblée Générale Extraordinaire reçue par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence Luxembourg, en date du 9 décembre 2009, déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2010.

C. WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2010010270/14.

(100002322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Lybra Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.313.450,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 104.054.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

En date du 31 décembre 2009, les associés de la Société ont décidé de clôturer la liquidation avec effet immédiat.  
Les associés ont décidé que les livres et documents sociaux de la Société seront conservés au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg pendant une période de cinq années à partir de la publication du présent extrait dans le Mémorial C.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Lybra Holdings Sàrl, en liquidation

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2010010222/16.

(100002329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**BDM Technologies Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 72.794.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010010497/9.

(100002748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Compagnie Européenne de Wagons S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 107.678.

*Extrait de la résolution prise par l'assemblée générale ordinaire date du 30 novembre 2009*

*Cinquième résolution*

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de transférer le siège social de la Société du 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg avec effet au 15 juin 2009.

Les Gérants de la Société, Christophe DAVEZAC et Géraldine SCHMIT, ont également transféré leur adresse professionnelle au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg.

Pour extrait

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2010010253/16.

(100002286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**The Winning Team S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 92.316.

Par la présente, la société BENOY KARTHEISER MANAGEMENT S.à r.l., dénonce avec effet immédiat le siège social de la société THE WINNING TEAM S.A., immatriculée au registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro n° B 92.316, de son adresse actuelle : 13, rue Bertholet, L - 1233 Luxembourg.

Elle prend acte de la démission des administrateurs Mesdames Nathalie PRIEUR, Gaby TRIERWEILER et Regina ROCHA MELANDA ainsi que du commissaire aux comptes Alex BENOY, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 28 décembre 2009.

BENOY KARTHEISER MANAGEMENT S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010010255/14.

(100002701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**Landbesitz Alpha A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 43.603.

AUSZUG

Aus dem Protokoll der außerordentlichen Generalversammlung vom 9. Dezember 2009 geht hervor dass:

Herr Heinrich MERZ, tritt als Verwaltungsratsmitglied sowie als Delegierten des Verwaltungsrats zurück.

Herrn Heinrich Volkmar MERZ, geboren am 16.12.1979 in Erlangen (Deutschland), wohnhaft in Xalet Anna, Erst, AD-400 Andorra, wird als neues Verwaltungsratsmitglied sowie als Delegierten des Verwaltungsrats ernannt. Das Mandat läuft während der Generalversammlung des Jahres 2014 aus.

Für gleichlautenden Auszug

Unterschrift

Référence de publication: 2010010077/15.

(100002443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**B. I. International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 60.040.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010010498/9.

(100002747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**Promedent, Société Anonyme.**

Siège social: L-4384 Ehlerange, 19, Zare Ouest.  
R.C.S. Luxembourg B 21.735.

—  
**RECTIFICATIF**

Dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2006, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, qui remplace la version antérieure du 3 mars 2009 sous la référence (L090037407)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondercange, le 31 décembre 2009.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2010010419/14.

(100002515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**LSF Shining Nova 5 Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.679.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 142.145.

Statuts coordonnés, suite à une Assemblée Générale Extraordinaire reçue par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence Luxembourg, en date du 9 décembre 2009, déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2010.

C. WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2010010271/14.

(100002364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**KEIF Germany Simmern S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 132.334.

Suite aux résolutions écrites prises par l'associé unique le 23 décembre 2009, il a été décidé de nommer en tant que nouveau gérant avec effet immédiat et pour une durée illimitée, M. Robert Jan Schol, né le 1<sup>er</sup> août 1959 à Delft (Pays-Bas), demeurant professionnellement 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Pour la société

Polyxeni Kotoula / Jorge Pérez Lozano

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2010010148/16.

(100002309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Adelie Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 67.020.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2009.

Natacha Hinaux.

Référence de publication: 2010010813/10.

(100003305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2010.

---

**Clyde Union (Holdings) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.  
R.C.S. Luxembourg B 140.256.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 5 janvier 2010.

Pour copie conforme  
*Pour la société*  
Maître Jean SECKLER  
*Notaire*

Référence de publication: 2010010278/14.

(100002915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Erwan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3378 Livange, Zone Industrielle.  
R.C.S. Luxembourg B 71.413.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

- Par jugement du 26 novembre 2009, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme ERWAN S.A., dont le siège social à L-3378 Livange, Centre Le 2000, Zone industrielle, a mis les frais à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Elie RAIMOND  
*Le liquidateur*

Référence de publication: 2010010257/16.

(100002739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**ARPEGIA Conseil S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3450 Dudelange, 28, rue du Commerce.  
R.C.S. Luxembourg B 85.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CODEJA S.à r.l.  
Rue Michel Rodange 18-20  
L-2430 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2010010465/13.

(100002910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**British Vita (Lux IV) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 318.736,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 107.581.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 11 janvier 2010.

Référence de publication: 2010010279/11.

(100002821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Wilton Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 106.098.

Conformément à l'article 51bis de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, la Société informe par la présente de la nomination des personnes suivantes en tant que représentants permanents de ses administrateurs:

Mme Christelle Ferry, résidant professionnellement au 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, a été nommée en date du 5 janvier 2010 en tant que représentant permanent de Luxembourg Corporation Company S.A. avec effet immédiat.

M. Fabrice Geimer, résidant professionnellement au 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg a été nommé en date du 5 janvier 2010 en tant que représentant permanent T.C.G Gestion S.A., avec effet immédiat.

Luxembourg, le 5 janvier 2010.

Luxembourg Corporation Company SA

Par Christelle Ferry

*Représentant permanent*

Référence de publication: 2010010160/18.

(100002596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Ventura Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 135.736.

Il résulte des décisions prises par l'Associé Unique de la Société en date du 6 novembre 2009:

1. Démission de M. Martin Schwarzburg de ses fonctions de gérant de la Société prenant effet le 8 octobre 2009.

2. Election de nouveau gérant pour une durée indéterminée à partir du 6 novembre 2009:

- M. Salem Khamis Saeed Khamis Al Darmaki, né le 28 juillet 1983 à Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis, demeurant professionnellement au 211 Corniche, P.O. Box 3600, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ventura Properties S.à r.l

Wim Rits / Marcus Jacobus Dijkerman

*Gérant / Gérant*

Référence de publication: 2010010167/17.

(100002709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**National Air Cargo (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 3.779.175,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 116.397.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 10 novembre 2009*

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société en date du 10 novembre 2009 que:

1. L'associé unique a approuvé la démission de M. Alain BLONDLET de son mandat de gérant de catégorie B.

2. L'associé unique a nommé comme nouveau gérant de catégorie B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, M. Geoffrey HENRY, né le 5 mai 1972 à Chênée, Belgique, et résidant professionnellement au 41, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2010.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010010188/19.

(100002362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---



**Lagrev Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 110.680.

## EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 23 décembre 2009 que:

1. La démission de la société BF Consulting S.à r.l. de son poste de Commissaire est acceptée.

2. Est nommé en remplacement du Commissaire démissionnaire, la société REVICONSLT S.à r.l. inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B139.013 sise au 16 rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg.

Le mandat du nouveau Commissaire prendra fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2010010186/19.

(100002920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Cecamo Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 99.862.

*Avis de dénonciation d'une convention de domiciliation*

Conformément à l'article 3 de la loi du 12 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, Citco C&T (Luxembourg) S.A. informe de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue le 8 juillet 2004 pour une durée indéterminée entre les deux sociétés:

Cecamo Luxembourg S.à.r.l. ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, et

Citco C&T (Luxembourg) SA ayant son siège social au 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en tant que reprenneur du contrat précédemment conclu avec Citco (Luxembourg) SA.

Fait à Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

By: Christelle Ferry and Fabrice Geimer

*Managing Director and Attorney-in-Fact A*

Référence de publication: 2010010158/17.

(100002577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Tamweelview European Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 93.081.

Il résulte des décisions prises par les associés de la Société en date du 6 novembre 2009:

1. Démission de M. Martin Schwarzburg de ses fonctions d'administrateur de la Société prenant effet le 8 octobre 2009.

2. Election de nouveau administrateur pour une durée déterminée à partir du 6 novembre 2009:

- M. Salem Khamis Saeed Khamis Al Darmaki, né le 28 juillet 1983 à Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis, demeurant professionnellement au, 211 Corniche, P.O. Box 3600, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis jusqu'à l'Assemblée générale des associés qui se tiendra en l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Tamweelview European Holdings S.A.

Wim Rits / Marcus Jacobus Dijkerman

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2010010169/18.

(100002715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

---

**Tamweelview Japan RW2 Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 129.652.

Il résulte des décisions prises par l'Associé Unique de la Société en date du 6 novembre 2009:

1. Démission de M. Martin Schwarzburg de ses fonctions de gérant de la Société prenant effet le 8 octobre 2009.
  2. Election de nouveau gérant pour une durée indéterminée à partir du 6 novembre 2009:
    - M. Salem Khamis Saeed Khamis Al Darmaki, né le 28 juillet 1983 à Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis, demeurant professionnellement au 211 Corniche, P.O. Box 3600, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Tamweelview Japan RW2 Holdings S.à r.l.

Wim Rits / Marcus Jacobus Dijkerman

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2010010170/17.

(100002735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**NFO (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.020.000,00.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 94.757.

Il résulte de l'augmentation de capital de la société NFO Holding (Luxembourg) S.à r.l. du 14 décembre 2009 que WPPIH 2001, Inc., une société constituée sous les lois du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 874, Walker Road, Suite C, Dover, Delaware 19904, immatriculée au Division of Corporations of the State of Delaware sous le numéro 3096915, a apporté 33.325 (trente-trois mille trois cent vingt-cinq) parts sociales de la Société d'une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq euros) chacune à NFO Holding (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6 rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 94.436.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NFO (Luxembourg) S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2010010142/19.

(100002250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**S.I.SM S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 93.035.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 17 novembre 2009.*

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2009 comme suit:

*Commissaire aux comptes:*

Fiduciaire Mevea S.à r.l., 4 Rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2010010150/18.

(100002396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**ProLogis UK CCLXX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 10.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 140.497.

Il résulte d'une décision du gérant du 5 août 2009 que les décisions suivantes ont été prises:

- 1) Le siège social de la société, actuellement située au 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, est transféré au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, et ce, avec effet au 5 août 2009.
- 2) Le siège social de l'associé et/ou de l'administrateur, a/ont été transféré du 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, et ce, avec effet au 5 août 2009.

Luxembourg, le 5 août 2009.

*Pour la société*

ProLogis Directorship S.à r.l.

Gareth Alan Gregory

Référence de publication: 2010009304/17.

(100001721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2010.

**B. I. International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 60.040.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 28 décembre 2009 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Jean-Yves NICOLAS
- Monsieur Marc KOEUNE
- Monsieur Sébastien GRAVIÈRE
- Monsieur Michaël ZIANVENI

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2015.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010010069/18.

(100002823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**Walk 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 104.763.

*Extrait des résolutions prises par les associés en date du 18 septembre 2009*

L'Associé unique de la Société a décidé d'accepter la démission de Madame Nicola Shaw Hordern de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 18 septembre 2009.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé par les personnes suivantes

- Bruno Bagnouls
- Jean-Philippe Fiorucci
- Yves Barthels

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ainsi fait à Luxembourg, le 11 novembre 2009.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010010091/19.

(100002433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**AD & S TRADING COMPANY LTD office Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-4994 Schouweiler, 94, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 150.423.

—  
**OUVERTURE DE SUCCURSALE**

*Assemblée extraordinaire du 02.01.2010*

Ouverture d'un bureau de représentation au Luxembourg

Adresse: 94 route de Longwy

L-4994 Schouweiler

Objet de la société sera le trading et de se préoccuper de la clientèle européenne

Registre 6953462

Dénomination AD & S TRADING COMPANY LTD office Luxembourg

Représentation Par Monsieur SCHANEN Jean Paul, Administrateur de AD & S TRADING COMPANY Ltd

Engagement seul par sa signature

Représentation permanent par MR SCHANEN Jean Paul

Référence de publication: 2010009975/18.

(100002475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**Laubach Ferrailles S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9283 Diekirch, 5, Promenade de la Sûre.

R.C.S. Luxembourg B 91.770.

—  
**EXTRAIT**

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 18 novembre 2009 que:

Les mandats des administrateurs suivants:

- Monsieur Robert LAUBACH, né le 06.03.1931 à Strasbourg (France), demeurant à L-9283 Diekirch, 5, promenade de la Sûre;
- Monsieur Jean-Marie LAUBACH, né le 20.08.1963 à Ettelbrück, demeurant à L-9184 Schieren, Schierenerhaff;
- Monsieur Claude METZ, né le 07.09.1968 à Grevenmacher, demeurant à L-7465 Nommern, 8, rue Neuve;

Ainsi que celui du commissaire aux comptes, la société FIDU-CONCEPT SARL, avec siège social à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse, sont reconduits pour une période de six ans. Ils prendront fin à l'issue de l'assemblée générale de l'année 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2010010136/19.

(100002268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**Wentworth S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 85.221.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 28 décembre 2009*

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de le réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2009:

*commissaire aux comptes:*

I. C. Dom-Com Sàrl, 69, rue de la Semois, L-2533 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2010010151/17.

(100002401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**Marian Properties S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 107.236.

—  
*Projet de fusion par absorption*

Entre

Société Absorbante:

MARIAN PROPERTIES S.A.

Siège social: 3 Avenue Belle-Vue,

L - 1227 Luxembourg

Capital social: Euro 31.000,- intégralement versé

Registre de Commerce: B 107236

Société anonyme de droit luxembourgeois

Société Absorbée

EEL electronics distribution s.r.l., en liquidation

Siège social: Via Bernardino Ramazzini, 3

I-20129 Milano

Capital social: Euro 100.000,-

C.F.: 03836110373

"partita IVA" 12727750155

"registro Imprese di Milano"

Rea nr. MI- 1381891

Società unipersonale di diritto Italiano

D'une part la société MARIAN PROPERTIES S.A., représenté par Monsieur Riccardo CASACCI administrateur unique de la société et EEL electronics distribution s.r.l. en liquidation, représentée par le liquidateur de la société Monsieur Riccardo CASACCI.

Préambule:

Ladite fusion est régie:

- Par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 conformément à la section XIV sous-section ("fusion par absorption) et sous-section III ("Absorption d'une société par une autre possédant 90% ou plus des actions de la première) (fusion simplifiée)

- Par l'article 2505 du code civil italien, EEL electronics distribution s.r.l. étant détenue au 100% par la société MARIAN PROPERTIES SA

- Par la loi D.Lgs.108 du 30 mai 2008, ratifiée par la Directive Communautaire 2005/56/CEE du 26 octobre 2005, concernant les fusions transnationales

La société absorbante MARIAN PROPERTIES détient 100% de la société en voie d'absorption EEL electronics distribution s.r.l.

La fusion par absorption, selon ledit projet de fusion, a pour but la concentration dans les mains de la société absorbante de tous les rapports juridiques existants, outre la totalité du patrimoine. Le motif est surtout de caractère économique et résulte du fait que la structure de la société incorporée est désormais inutile, étant une société sans activité.

La fusion par absorption pour les sociétés participantes est délibérée sur la base d'une situation patrimoniale au 31 décembre 2009. Ces situations patrimoniales et économiques ont été établies par la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 et par les articles du code civil italien, (art 2501-ter code civil 1 et 3 alinéa)

Données nécessaires demandées par:

- La loi luxembourgeoise du 10 août 1015;

- l'art. 6 du D.Lgs.108 du 30 mai 2008, loi qui ratifie la directive communautaire 2005/56/CE, concernant l'application du projet de fusion dans le cas de fusion transnationale

a) forme juridique, dénomination et siège statutaire de la société absorbante ainsi que la loi qui régleme cette société et les société détenues.

Société Absorbante:

MARIAN PROPERTIES S.A.

Siège social: 3 Avenue Belle-Vue,

L - 1227 Luxembourg

Capital social: Euro 31.000  
 Registre de Commerce: B 107236  
 Société anonyme de droit luxembourgeois  
 Société Absorbée  
 EEI electronics distribution s.r.l.  
 Siège social: Via Bernardino Ramazzini, 3  
 I-2019 Milano  
 Capital social: Euro 100.000,- entièrement versé  
 "partita IVA" 12727750155  
 "registro Imprese di Milano"  
 Rea nr. MI - 1381891

Società unipersonale di diritto Italiano

b) Modalité relatives à la participation aux bénéfices

La société absorbante détient 100% de la société absorbée.(point non applicable)

c) Les droits assurés par la société absorbante aux actionnaires ayant des droits spéciaux et au porteur de titres autres que des actions ou les mesures proposées à leur égard.

Il n'existe pas d'actionnaires ayant des droits spéciaux et il n'existe pas de titre divers des actions.

d) Avantages particuliers attribués aux membres du Conseil d'Administration et aux réviseurs des sociétés qui fusionnent.

Le point n'est pas applicable aux Réviseurs, parce que la société MARIAN PROPERTIES S.A. détient 100% du capital de la société EEI electronics distribution s.r.l.; les actionnaires dans l'acte de fusion donneront l'accord unanime à la renonciation à l'expertise du réviseur.

Par l'effet de la fusion, il n'est accordé aucun avantage particulier aux administrateurs des deux sociétés qui fusionnent.

e) Modalités et procédures concernant les droit de participations des employés des sociétés qui fusionnent

Le point n'est pas applicable, il n'y a pas d'employés dans les sociétés qui fusionnent.

f) Eventuelles conséquences de la fusion pour l'occupation

Le point n'est pas applicable, il n'y a pas d'employés dans les sociétés qui fusionnent.

g) Informations concernant l'évaluation des actifs et passifs à transférer à la société absorbante

Au moment de la fusion, la société absorbée cédera à la société absorbante seulement les actifs (composés principalement des soldes actifs des comptes courants) à la valeur nominale. Au sens de l'article 2501 du code civil, il est précisé qu'à la date d'aujourd'hui, la société absorbée n'a pas commencé le processus de distribution de l'actif.

h) Date de la situation patrimoniale des sociétés qui fusionnent utilisée pour définir les conditions de la fusion transnationale

Situation patrimoniale au 30 décembre 2009 pour les deux sociétés qui fusionnent.

i) Date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée seront considérées du point de vue comptable et fiscal comme accomplis pour le compte de la société absorbante.

La fusion aura effet du moment d'inscription au registre et d'un point de vue comptable et fiscal au 1<sup>er</sup> janvier 2010

1) dépôt du Projet de fusion

le projet de fusion sera publié:

- au regard de la loi luxembourgeoise auprès du registre des entreprises Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, ex art. 9 de la loi sur les sociétés commerciale du 10 août 1915.

- au regard de la loi italienne le projet sera publié auprès de "Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana (selon art 7. Del D.Lgs. du 30 mai 2008 n.108.

m) Dépôt des documents auprès des sièges sociaux

Les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices de la société absorbante, un état comptable arrêté au 31 décembre 2009 ainsi que les rapports des administrateurs selon l'article 8 du D.Lgs 108/2008 seront disponibles pendant un mois au moins avant la tenue des assemblées d'approbation par les actionnaires des sociétés qui fusionnent, pour inspection par les actionnaires aux sièges sociaux.

n) Activité économique de la société en voie d'absorption

L'activité économique de la société en voie d'absorption continuera au Luxembourg comme organisation stable de la société absorbante.

o) Dissolution de la société absorbée

La société absorbée se trouvera dissoute de plein droit du seul fait de la réalisation définitive de la fusion-absorption sans qu'il ait lieu à la liquidation.

p) Rapport d'échange d'actions et augmentation du capital social

La fusion ne déterminera ni un rapport d'échange des actions ni une augmentation du capital de la société absorbante étant donné que la société absorbante détient 100% de la société absorbée.

q) Actions de la société absorbée

Les actions de la société absorbée seront annulées.

r) Approbation de la fusion

la fusion sera soumise à l'approbation des assemblées générales extraordinaires de la société absorbante et absorbée.

s) Statuts de la société absorbante

Suite à la fusion, les statuts de la société absorbante ne subiront pas des modifications.

t) inapplicabilité de l'art. 2501 cc.

La société MARIAN PROPERTIES SA n'a pas contracté de dettes pour acquérir le contrôle de la société absorbée EEI electronics distribution s.r.l., l'article 2501 C.C. n'est donc pas applicable.

Le 25 janvier 2010.

MARIAN PROPERTIES SA / EEI electronics distribution s.r.l.

Riccardo CASACCI / Riccardo CASACCI

Référence de publication: 2010012479/126.

(100014596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

**Regional MSME Investment Fund for Sub-Saharan Africa S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 150.766.

In the year two thousand and nine, on the first day of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Kreditanstalt für Wiederaufbau ("KfW"), a public law institution (Anstalt des öffentlichen Rechts), established under the laws of the Federal Republic of Germany, having its principal address at Palmengartenstrasse 5-9, 60325 Frankfurt am Main, Federal Republic of Germany, acting on its own name but for the account of the Federal Republic of Germany, represented by the German Ministry for Economic Cooperation and Development (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung ("BMZ")),

represented by Me Christian Hertz, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 1 December 2009 and initialled "ne varietur" which shall remain attached to these minutes in order to be registered with these.

The appearing person, acting in its above-mentioned capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation (the "Articles") of a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé"), which is herewith established as follows:

**Title I - Name - Registered Office - Duration - Purpose**

**Art. 1. Name - Definition of terms.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares ("Shares") hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") under the name of "Regional MSME Investment Fund for Sub-Saharan Africa S.A., SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

The terms used in these Articles and not defined herein shall be construed as indicated in the issue document of the Company as amended from time to time (the "Issue Document"), unless the context otherwise requires.

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in the commune of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. The address of the registered office may be transferred within the town limits by simple resolution of the board of directors (the "Board"). Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or its possessions) by resolution of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders ("Shareholders") adopted in the manner required for amendment of these Articles, as described in Article 33 hereof.

**Art. 4. Purpose.** The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it, within the framework of its mission, in securities and other assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the law of 13 February 2007 on specialized investment funds, as amended (the "SIF Law").

**Art. 5. Mission Statement.** The mission of the Company is to build a unique public private partnership between donors, development finance institutions and international finance institutions, private investors and African stakeholders to foster economic development and prosperity in Sub-Saharan Africa through the provision of demand-oriented financing to qualified and, to the extent necessary, technically supported partner lending institutions serving micro, small and medium sized enterprises ("MSMEs").

In pursuing its development goal the Company will observe principles of sustainability and additionality, combining public mandate and market orientation.

**Art. 6. Investment Objective.** The Company will seek to invest in a balanced portfolio of regulated and/or non-regulated micro finance institutions and/or in local commercial banks and/or other financial institutions, established in Sub-Saharan African countries providing funding to MSMEs (each a partner lending institution or "PLI").

The Company aims to increase over time the percentage of investments in smaller and less developed PLIs which are not commonly served by existing microfinance funders.

## Title II - Share Capital - Shares - Net Asset Value

**Art. 7. Share Capital - Classes of Shares and Notes.** The minimum capital of the Company, as provided by law, is EUR 1,250,000 (or its equivalent in USD). This minimum capital must be reached within a period of twelve months following the authorisation of the Company as a SICAV-SIF. The share capital of the Company is represented by fully paid up Shares with no par value and will be equal, at any time, to the total value of the net asset value ("NAV") of the Company pursuant to Article 14 hereof.

The Shares to be issued pursuant to Article 9 hereof may, as the Board shall determine, be of different classes ("Classes") with specific charging structures, different currency denominations, specific dividend policies, specific hedging policies, specific investment minima or any other specific features applied to each Class, as defined in the Issue Document.

The share capital of the Company may be represented notably by three different Classes of Shares (in each Sub-Fund (as defined below) as the case may be), which may be issued in successive series ("Series") at the discretion of the Board, as described below and in the Issue Document. Other Classes of Shares may be offered in the future, in which case the Issue Document will be amended accordingly.

### Class C Shares

- Class C Shares ("Class C Shares") are issued for an unlimited duration.
- The Class C Shares' target dividend ("Class C Target Dividend"), which may differ from one Series to another, will be set in the relevant Commitment/Subscription Agreement(s) and expressed as a percentage return on the NAV of the relevant Series of Class C Shares from time to time.
- The aim of the Company is to retain and capitalise for each Series of Class C Shares an amount up to the aggregate of the Class C Target Dividend, the FX Compensation Amount and the Class C Complementary Dividend for the relevant year allocated to such Series pursuant to Article 13, , if permitted by income flows of the Company.
- Class C Shares shall bear all unrealised/realised capital losses of the Company (e.g. from foreign exchange loss, deterioration in credit quality or defaults with respect to the Investments of the Company) until the NAV of Class C Shares has been fully depleted (as the case may be).
- Write backs on unrealised Investments and any realised or unrealised capital gains shall be allocated to the Class C Shares in the order and priority as set out below under Article 13 (section "Allocation of capital gains and write backs").
- The Class C Shareholders' dividend entitlements rank junior to the dividend entitlements of the Class A and Class B Shareholders as per the waterfall set out in Article 13 (section "Allocation of Net Income") below, as well as to all creditors of the Company, including Noteholders.

### Class B Shares

- Class B Shares ("Class B Shares") are issued for a fixed term (between 4 and 6 years) for each Series of Class B Shares issued as determined in the relevant Commitment/Subscription Agreement(s) relating to such Series.
- The Class B Shares' target dividend ("Class B Target Dividend"), which may differ from one Series to another, will be set in the relevant Commitment/Subscription Agreement(s) and expressed as a percentage return on the NAV of the relevant Series of Class B Shares from time to time. Such percentage return may be set as a fixed rate or as a floating rate over the USD 6 months LIBOR plus a spread.



- The aim of the Company is to pay out to each Series of Class B Shares as yearly dividend an amount up to the aggregate of the Class B Target Dividend and the Class B Complementary Dividend for the relevant year allocated and distributed pursuant to Article 13, if permitted by income flows of the Company.

- Class B Shares bear unrealised/realised capital losses of the Company only if the NAV of the Class C Shares has been reduced to zero.

- Write backs on unrealised Investments and any realised or unrealised capital gains shall be allocated to the respective Series of Class B Shares in the order and priority as set out below under Article 13 (section "Allocation of capital gains and write backs").

- The Class B Shareholders' dividend entitlements rank senior to the dividend entitlements of the Class C Shareholders but junior to the dividend entitlements of the Class A Shareholders as per the waterfall set out in Article 13 (section "Allocation of Net Income") below, as well as to all creditors of the Company, including Noteholders.

#### Class A Shares

- Class A Shares ("Class A Shares") are issued for a fixed term (between 2 and 6 years) for each Series of Class A Shares issued as determined in the relevant Commitment/Subscription Agreement(s) relating to such Series.

- The Class A Shares target dividend ("Class A Target Dividend"), which may differ from one Series to another, will be set in the relevant Commitment/Subscription Agreement(s) and expressed as a percentage return on the NAV of the relevant Series of Class A Shares from time to time. Such percentage return may be set as a fixed rate or as a floating rate over the USD 6 months LIBOR plus a spread.

- The aim of the Company is to pay out to each Series of Class A Shares as yearly dividend an amount up to the aggregate of the Class A Target Dividend and the Class A Complementary Dividend for the relevant year allocated and distributed pursuant to Article 13, if permitted by income flows of the Company.

- Class A Shares are insulated against capital losses of the Company, bearing such losses only if the NAV of both the Class C Shares and the Class B Shares has been reduced to zero.

- Write backs on unrealised Investments and any realised or unrealised capital gains shall be allocated to the respective Series of Class A Shares in the order and priority as set out below under Article 13 (section "Allocation of capital gains and write backs").

- The Class A Shareholders dividend entitlements rank senior to the dividend entitlements of the Class B and Class C Shareholders as per the waterfall set out in Article 13 (section "Allocation of Net Income") below but junior to the claims of creditors of the Company, including Noteholders.

The proceeds of the issue of each Class of Shares shall be invested in securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the Board for the Company (or the relevant Sub-Funds if any, as defined hereinafter) subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board.

The Board may, at any time, establish different pools of assets, each constituting a "compartment" (each a "Sub-Fund"). Each such pool of assets shall be invested pursuant to Article 4 hereof for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. Each Sub-Fund may have different specific features (including, but not limited to, specific fee structures, permitted investments, investment restrictions and distribution policies) as the Board shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund. The Company shall be considered as one single legal entity. However, for the purpose of the relations as between Shareholders and with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The Board may create each Sub-Fund (if any) for an unlimited period or for a limited period of time. In the latter case, at the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class(es) of Shares, in accordance with Article 10 below, notwithstanding the provisions of Article 27 below.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes of Shares.

#### Risk Ratios

The Company is required to adhere to the risk ratios between the different Classes of Shares as defined in the Issue Document.

#### Notes

The Company may also from time to time issue notes in the form of subordinated notes ("Subordinated Notes") and senior notes ("Senior Notes") (together the "Notes"). Other series of Notes ("Series") may be offered in the future, in which case the Issue Document will be amended accordingly.

The Company may issue Notes in successive Series, each with its own duration and coupon determined at the discretion of the Board at the time the relevant Series of Notes is being placed, subject to the conditions and the terms further described in the Issue Document.

The Notes are issued in registered form only.

The registered Notes are recorded in a register kept by the Company or by one person appointed to that effect by the Company. The inscription shall indicate the name of each noteholder ("Noteholder"), its nationality, residence, legal

address or registered office as communicated to the Company and the number of registered Notes held. The inscription of the Noteholder's name in the register evidences its right of ownership on such registered Notes. Notes will only be issued to Noteholders who have provided adequate identification documentation and information as required by the Company and the Administrative Agent from time to time.

Target dividend / coupon

The Board determines at its discretion the target dividend of each Series of Shares or the coupon for each Series of Notes, as the case may be, at the time the relevant Series is placed.

When determining the target dividend or the coupon, as the case may be, the Board shall take into account the then prevailing market conditions and the interests of the existing Shareholders and Noteholders as a whole.

The Board shall inform the Shareholders and Noteholders about the determination of the target dividend or the coupon of each Series in the quarterly report following the relevant placement.

**Art. 8. Form of Shares.** Shares shall only be issued in registered form and are exclusively restricted to Eligible Investors (as defined under Article 12). The Company will not issue, or give effect to any transfer of Shares to any investor who does not comply with this provision. All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each holder of registered Shares, his nationality, residence, legal address or registered office as communicated to the Company and the number of registered Shares held and the amount paid up on each fractional Share.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shares evidences the Shareholder's right of ownership on such registered Shares. The Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

Investors wishing to transfer some or all of the Shares or Notes registered in their names should (i) submit to the Administrative Agent a standard transfer form signed by the purchaser or assignee; and (ii) obtain acceptance by the Administrative Agent of the purchaser or assignee which must be an Eligible Investor. In addition a purchaser or assignee of Shares must be approved by the Board, such consent not to be unreasonably withheld.

Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board.

Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of Shares is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such Share(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

The Company may decide to issue fractional Shares. Fractional registered Shares will be issued to the nearest one-ten thousandths (1/10,000) of a Share. Such fractional Shares shall be entitled to a participation in the net results and in the proceeds of liquidation attributable to the relevant Class of Shares in proportion to the fraction of a Share they represent but shall carry no voting rights, except to the extent their number is such that they represent a whole Share, in which case they confer a voting right.

**Art. 9. Issue of Shares.** The Board is authorized without limitation to issue in several Classes and Series, an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

The Board may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class or Series; the Board may, in particular, decide that Shares of any Class or Series shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Issue Document.

The initial offer price for the first Series of Class C Shares will be USD 50,000 per Share, thereafter the issue price will depend on the NAV of Class C Shares on the date of the subsequent issuance subject to a minimum issue price of USD 1,000 per Share.

The Issue Price per B Share shall be USD 25,000.

The Issue Price per A Share shall be USD 100,000.

The price so determined shall be payable within a period as determined from time to time by the Board and disclosed for the Company (or each Sub-Fund, if any) in the Issue Document. The Board may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

The Board may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé") and provided that such securities comply with the investment objectives and policies of the Company, or of the relevant Sub-Fund, if any.

Subscriptions may be accepted in another currency than USD in which case conversion costs shall be born by the subscriber out of the subscription amount.

**Art. 10. Redemption/Repayment.** The Company is a closed-ended undertaking for collective investment. Consequently, Shares in the Company shall not be redeemable at the request of a Shareholder.

#### Ordinary Redemptions/Repayment

The Class C Shares are not redeemable by the Shareholders during the life of the Company.

Subject to the following paragraphs in this Article 10, the Company intends to redeem the Class A Shares and the Class B Shares upon maturity of the relevant Series and to repay the outstanding principal under any Series of Notes in one or several instalments at the dates specified in the Commitment/Subscription Agreements of the relevant Series, whereby in each case the repayment/redemption entitlements will be fulfilled as and when the Company has sufficient cash available in the order and priority set out under Article 13 (section "Use of Available Cash").

#### Early Redemption/Repayment

In the circumstances where an ordinary redemption of any Series of Class B Shares upon maturity of such respective Series ("Mature Class B Shares") would result in a breach of the Risk Ratios as mentioned in the section 7.10 (ii) of the Issue Document (Class B and C Shares shall represent at least 50 per cent of the total GAV of the Company), the Company shall offer all senior ranking Investors (i.e. Class A Shareholders and Noteholders) the option to redeem early ("Early Redemption Right") their Interests as follows:

(i) The Early Redemption Right shall be offered to senior ranking Investors pro rata to the respective NAV (in case of Shares) or nominal value (in case of Notes) of their Interests as of the last NAV Calculation Date to the extent necessary for the sum of the NAVs of the Class B Shares and Class C Shares to represent at least 50 per cent of GAV of the Company upon redemption of the Mature Class B Shares under the assumption that all Investors would accept the offered Early Redemption Right in full;

(ii) Investors may exercise their Early Redemption Rights by notifying the Company in writing within a 30 Business Days period upon having been informed in writing by the Company about their Early Redemption Right;

(iii) Investors may exercise these Early Redemption Rights with respect to any or only some of the Interests to which they relate;

(iv) Upon expiration of the 30 Business Days period mentioned in the preceding subsection (ii), the Company shall redeem:

(a) all Shares and prepay all Notes with respect to which the Early Redemption Right has been validly exercised; and

(b) the Mature Class B Shares in full, irrespective of whether the sum of the NAVs of the Class B Shares and Class C Shares would represent at least 50 per cent of GAV of the Company upon redemption of such Mature Class B Shares, however, provided that the Company would not breach its borrowing limits as mentioned in the Issue Document as a result of the redemption of the Mature Class B Shares.

The repayment/redemption entitlements will be fulfilled as and when the Company has sufficient available cash in the order and priority set forth under Article 13 (section "Use of Available Cash").

#### Compulsory Redemption/Repayment

The Board may at its discretion compulsorily redeem Shares or Notes;

(i) if an Investor has materially violated any provisions of the Investment Documents binding upon it;

(ii) if such Investor is in default in respect of any payment obligation arising under the Investment Documents; and/or

(iii) in any other circumstances where the Board reasonably determines that such Investor's continued ownership would either be materially prejudicial to the Company or would result in the Company and/or the respective Investor, as the case may be, being in non-compliance with laws, regulations and investment guidelines applicable to it.

#### General

The redemption price shall be the NAV per Share determined in accordance with the provisions of Article 14 less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the Issue Document for the Shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board shall determine.

The redemption price per Share shall be paid within a period as determined by the Board, subject to the provision of Article 15 hereof.

All redeemed Shares may be cancelled.

The Company shall have the right, if the Board so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class or Classes of Shares equal in value (calculated in the manner described in Article 14) as of the redemption day, on which the redemption price is calculated, to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares of the relevant Class or Classes of Shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

**Art. 11. Conversion of Shares.** Unless otherwise determined by the Board for certain Classes of Shares or for certain Sub-Funds (if any), no Shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his Shares of one Class or Series into Shares of another Class or Series or Shares of one Class of one Sub-Fund into Shares of the same Class of another Sub-Fund (if any).

**Art. 12. Restrictions on Ownership of Shares and Notes.** In addition to the discretionary power of the Board to accept any subscription, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares or Notes in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board being herein referred to as "Prohibited Persons").

The ownership of the Shares and the Notes in the Company is reserved to well-informed investors within the meaning of article 2 of the SIF Law.

In addition, any new investor wanting to become a Shareholder or a Noteholder of the Company (together the "Investors", and individually an "Investor"), whether by subscribing to new Shares or Notes or by acquiring existing Shares or Notes, shall be admitted only if it (as determined at the reasonable discretion of the Board):

- (i) is adequately capitalised, as required by applicable laws and regulations in its country of incorporation;
- (ii) is not bankrupt or otherwise insolvent and no proceedings to be declared bankrupt or otherwise insolvent have been initiated;
- (iii) is not engaged in, nor threatened by, any litigation or other proceedings, the outcome of which could reasonably be expected to have a material adverse effect on its assets, business prospects, financial condition or its ability to comply with the obligations set forth in the Investment Documents;
- (iv) fulfils the conditions related to anti-money laundering and combating the financing of terrorism set forth in the FATF 40 Recommendations and the applicable EU-Directives from time to time;
- (v) does not pose a reputational risk to the Company or any of the other Shareholders, or the participation of the prospective investor would not be otherwise detrimental to the Company (e.g.: due to adverse tax or regulatory consequences), in each case as reasonably determined by the Board; and
- (vi) has complied with all "know your customer" or similar checks under all applicable laws and regulations as may be requested by the Company or the Administrative Agent from time to time.

Each such compliant prospective Investor is referred to as an "Eligible Investor".

For such purposes the Company may:

- (i) decline to issue any Shares or Notes and decline to register any transfer of a Share or Note, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares or Notes by a Prohibited Person; and
- (ii) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares or Notes on the register of Shareholders or Noteholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares or Noteholder's Notes rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares or Notes by a Prohibited Person; and
- (iii) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders of the Company; and
- (iv) where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares or Notes, direct such Shareholder or Noteholder to sell his Shares or Notes, as the case may be and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder or Noteholder all Shares or Notes held by such Shareholder or Noteholder.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to Shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such Shares nor any securities dealer who acquires Shares or Notes with a view to their distribution in connection with an issue of Shares or Notes by the Company.

U.S. Persons as defined in this Article may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Company that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares or Notes, the Company may compulsorily redeem or cause to be

redeemed from any Shareholder or Noteholder all Shares or Notes held by such Shareholder or Noteholder without delay.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. Person" means with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. Income Tax laws) or "resident alien" within the meaning of U.S. income tax laws in effect from time to time.

With respect to persons other than individuals, the term "U.S. Person" means (i) a corporation or partnership or other entity created or organised in the United States or under the laws of the United States or any state thereof; (ii) a trust where (a) a U.S. court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and (b) one or more U.S. fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to U.S. tax on its worldwide income from all sources; or (b) for which any U.S. Person acting as executor or administrator has sole investment discretion with respect to the assets of the estate and which is not governed by foreign law. The term "U.S. person" also means any entity organised principally for passive investment such as a commodity pool, investment company or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers or principals of any entity organised and with its principal place of business outside the United States) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of part 4 of the regulations of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non United States persons. "United States" means the United States of America (including the States and the District of Columbia), its territories, its possessions and any other areas subject to its jurisdiction.

### **Art. 13. Allocation of Capital Gains and Write Backs / Use of Available Cash / Allocation of Net Income.**

#### **Allocation of Capital Gains and Write Backs**

At each NAV Calculation Date, any year-to-date write backs on unrealised Investments and any year-to-date realised or unrealised capital gains shall be allocated in the following order and priority:

(i) first to such Series of Class A Shares showing a NAV Deficiency Amount as of the relevant NAV Calculation Date (if any), the amounts necessary to balance the NAV Deficiency Amounts of such Series remaining after taking into account any NAV Deficiency Amount allocation made to such Series as of the relevant NAV Calculation Date under section "Allocation of Net Income" below, pro rata to the NAV Deficiency Amounts of the respective Series of Class A Shares; thereafter

(ii) to such Series of Class B Shares showing a NAV Deficiency Amount as of the relevant NAV Calculation Date (if any), the amounts necessary to balance the NAV Deficiency Amounts of such Series remaining after taking into account any NAV Deficiency Amount allocation made to such Series as of the relevant NAV Calculation Date under section "Allocation of Net Income" below, pro rata to the NAV Deficiency Amounts of the respective Series of Class B Shares; thereafter

(iii) to each Series of Class C Shares pro-rata to the NAV of each Series.

#### **Use of Available Cash**

The Board of Directors shall use the Company's available cash to satisfy the Company's expenses (including but not limited to Direct Operating Expenses, Management Fees but excluding any interest payments on Notes) and to create expedient reserves (together the "Fund Expenses").

Cash remaining available after payment of all Fund Expenses shall be applied to satisfy payments in relation to the Notes in the following priority:

(i) payment of interest accrued under the Senior Notes pro-rata to the interest due on each Series of Senior of Notes;  
 (ii) satisfaction of redemption entitlements of holders of Senior Notes pro-rata to each Series of Senior Notes;  
 (iii) payment of interest accrued under the Subordinated Notes pro-rata to the interest due on each Series of Subordinated Notes; thereafter

(iv) satisfaction of redemption entitlements of holders of Subordinated Notes pro-rata to each Series of Subordinated Notes.

Cash remaining available after payment of all Fund Expenses and satisfaction of all Note-holders' entitlements shall be applied in the following order and priority:

(i) Payment of Class A Target Dividends, pro-rata to the Class A Target Dividends for each Series of Class A Shares;  
 (ii) Satisfaction of Class A Shares redemption entitlements, pro-rata to the redemption entitlements of each Series of Class A Shares subject to redemption;

(iii) Payment of Class B Target Dividends, pro-rata to the Class B Target Dividends for each Series of Class B Shares;  
 (iv) Satisfaction of Class B Shares redemption entitlements, pro-rata to the redemption entitlements of each Series of Class B Shares subject to redemption;

(v) Payment of any approved contributions to the TA Facility;

(vi) Payment of the approved Investment Manager Incentive Bonus subject to the pro-visions of the Investment Management Agreement;

(vii) Payment of Complementary Dividends for the Class A Shares, pro-rata to each re-spective Series and pro-rata to their respective NAVs at the beginning of the rele-vant calendar year; thereafter,

(viii) Payment of Complementary Dividends for the Class B Shares, pro-rata to each respective Series and pro-rata to their respective NAVs at the beginning of the relevant calendar year.

With respect to each calendar year the Board (or the Shareholders in accordance with these Articles) shall approve the annual dividends, any payments with respect to the Investment Manager Incentive Bonus and the TA Facility as well as the relevant due date for any of the foregoing dividends and other payments (having due regard to the liquidity situation of the Company) within 30 Business Days after it has received the audited annual accounts for such calendar year.

The amounts payable will be released by the Company upon authorisation of the Board and/or of the General Meeting of Shareholders as applicable.

#### Allocation of Net Income

At each NAV Calculation Date, the Company shall calculate the year-to-date cumulative net income ("Net Income") of the Company for the relevant calendar year. The Net Income equals the Company's cumulative year-to-date income (received and/ or accrued) in the relevant calendar year less (a) the year-to-date cumulative Fund Expenses for the calendar year; and (b) any year-to-date interests payments on the Notes for the calendar year. Unrealised or realised gains or losses are not taken into account when calculating the Net Income but will be allocated after the allocation of Net Income has been made.

At each NAV Calculation Date, the year-to-date positive Net Income of the Company will be allocated in the following order of priority:

(ix) Allocation of the year-to-date Class A Target Dividends, pro-rata to the Class A Target Dividends for each Series of Class A Shares;

(x) Allocation to such Series of Class A Shares showing a NAV Deficiency Amount as of the relevant NAV Calculation Date (if any), the amounts necessary to balance the NAV Deficiency Amounts of such Series, pro rata to the NAV Deficiency Amounts of the respective Series of Class A Shares, any amounts so allocated are capitalised for such Class A Shares;

(xi) Allocation of the year-to-date Class B Target Dividends, pro-rata to the Class B Target Dividends for each Series of Class B Shares;

(xii) Allocation to such Series of Class B Shares showing a NAV Deficiency Amount as of the relevant NAV Calculation Date (if any), the amounts necessary to balance the NAV Deficiency Amounts of such Series, pro rata to the NAV Deficiency Amount of the respective Series of Class B Shares any amounts so allocated are capitalised for such Class B Shares;

(xiii) Allocation of the year-to-date FX Compensation Amount for the Class C Shares pro-rata to the NAV of each Series of Class C Shares, any amounts so allocated are capitalised for the Class C Shares;

(xiv) Allocation of the year-to-date Class C Target Dividend, pro-rata to the Class C Target Dividends for each Series of Class C Shares, any amounts so allocated are capitalised for the Class C Shares;

(xv) Allocation to an account designated for the TA Facility, the year-to date portion of the amount approved by the Board for funding of the TA Facility as described in section 10.6 "Technical Assistance Facility" of the Issue Document;

(xvi) Allocation to an account designated for the Investment Manager, an amount equal to the year-to-date Investment Manager Incentive Bonus for the relevant calendar year as specified in the Issue Document; thereafter

(xvii) The remainder as Complementary Dividends to the Class A, Class B and Class C Shares pro-rata to the respective NAV of each Class of Shares at the beginning of the relevant calendar year multiplied by a weighting factor (Class A Shares factor = 1; Class B Shares factor = 2; Class C Shares factor = 3); the amounts so allocated as Complementary Dividends to each Class of Shares are allocated within each Class to the relevant Series of each Class pro-rata to their respective NAV at the beginning of the relevant calendar year.

Depending on the performance of the Company, the Investment Manager might be entitled to additional performance based remuneration (the "Investment Manager Incentive Bonus"). The Investment Manager Incentive Bonus equals 20 per cent. of the year-to date amount remaining available for allocation after step (vii) of the income waterfall above, subject to reduction (a) at the discretion of the Board in case certain performance targets are not met by the Investment Manager; (b) by any shortfalls with respect to prior ranking payment entitlements arising in the preceding three calendar years (three years look-back period) as further specified in the Investment Management Agreement. The Investment Manager Incentive Bonus is subject to a three years clawback period as further set out in the Investment Management Agreement.

At each NAV Calculation Date, in case the year-to-date Net Income of the Company is negative, it will be allocated in the following order of priority:

(i) Allocation to the Class C Shares up to the total NAV of the Class C Shares;

(ii) Allocation to the Class B Shares up to the total NAV of the Class B Shares, pro rata to the NAV of each Series of Class B Shares; thereafter

(iii) Allocation to the Class A Shares up to the total NAV of the Class A Shares, pro rata to the NAV of each Series of Class A Shares.

**Art. 14. Calculation of Net Asset Value per Share.** The NAV per Share will be calculated by the Administrative Agent, as of the last Business Day of each calendar quarter as from the First Closing. In addition, the Board reserves the right

to call for the calculation of a NAV per Share as of any other day (each date on which a NAV calculation is made being a "NAV Calculation Date").

The NAV of the Company is expressed in USD.

The valuation of assets, liabilities, income and expenses attributed to the Company will be established using valuation and accounting principles in accordance with International Financial Reporting Standard ("IFRS"), including the determination of any gains and losses with respect to the Investments.

Any year-to-date positive Net Income attributable to Class A Shares, Class B Shares other than any amounts allocated to Class A Shares and Class B Shares to balance the NAV Deficiency Amounts of such Shares (as well as any amounts allocated to benefit of the Investment Manager and the TA Facility) will not be reflected in the NAV of the Company but will be reflected in the Company's accounts as amounts payable following the income allocation waterfall included in Article 13 (section "Allocation of Net Income").

The value of the assets shall be determined by the Administrative Agent, acting independently and based on the information received by it and under the supervision of the Board, as follows:

(i) Debt instruments not listed or dealt in on any securities exchange or any other regulated market will be initially valued at their fair value, normally the transaction price to originate or acquire the asset through contribution or otherwise, then valued subsequently at amortised cost less an impairment provision, if any. This impairment provision is defined as the amount measured at the initial recognition minus the principal repayments, plus or minus the cumulative amortisation using the "effective interest rate method" of any difference between that initial amount and the maturity amount, and minus any write down for impairment. The Board will use its best endeavours to continually assess the method of calculating any impairment provision and recommend changes, where necessary, to ensure that such provision will be valued appropriately as determined in good faith by the Board;

(ii) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(iii) The value of assets which are listed or dealt in on any securities exchange is based on the last available price on the exchange which is normally the principal market for such assets;

(iv) The value of assets dealt in on any other regulated market is based on the last available price;

(v) All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board;

(vi) If the Board, acting prudently and in good faith, shall determine that the price as calculated pursuant to subparagraph (i), (iv) or (v) does not accurately reflect the value of the asset, then the Board may assign a lower (but in no case higher) value to the asset in accordance with applicable IFRS rules and regulations.

The NAV for each Series of Class A, Class B, and Class C Shares shall be calculated using the following methodology:

(1) Determination of the Company's NAV

The assets, liabilities, income and expenses will be established for the Company using valuation and accounting principles as described above.

(2) Determination of NAV per Series

The NAV of the Company derived from the balance sheet thus established under IFRS will then be allocated sequentially

(v) pro-rata and pari passu up to the aggregate Issue Price of each Series of Class A Shares;

(vi) pro-rata and pari passu up to the aggregate Issue Price of each Series of Class B Shares; and

(vii) any remaining NAV of the Company shall be allocated equally amongst the Class C Shares

provided that the NAV allocation to each Series shall be modified to reflect the principles set forth in the Issue Document.

(3) Determination of NAV per Share

The total NAV of each Series of Class A, Class B and Class C Shares will be divided by the respective number of Shares of each Series of Class A, Class B and Class C Shares to calculate the NAV per individual Class A, Class B and Class C Share.

**Art. 15. Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue and Redemption of Shares.** The Company may temporarily suspend the determination of the NAV per Share of any particular Class and the issue, redemption and conversion of its Shares from its Shareholders from and to Shares of each Class:

(i) during any period when market or stock exchange which is the principal market or stock exchange on which a substantial portion of the investments of the Company or the relevant Sub-Fund (if any) is listed is closed, other than for ordinary holidays, or during which dealings are considerably restricted or suspended;

(ii) when for any other exceptional circumstance the prices of any Investments owned by the Company or the relevant Sub-Fund (if any) cannot promptly or accurately be ascertained;

(iii) when the means of communication normally used to calculate the value of assets of the Company or the relevant Sub-Fund (if any) are suspended or when, for any reason whatsoever, the value of an Investment of the Company or the relevant Sub-Fund (if any) cannot be calculated with the desired speed and precision;

(iv) when restrictions on exchange or the transfer of capital prevent the execution of dealings for the Company or the relevant Sub-Fund (if any) or when buying and selling transactions on their behalf cannot be executed at normal exchange rates;

(v) when factors which depend, among other things, on the political, economic, military and monetary situation and which evade the control, responsibility and means of action of the Company, prevent the Company or the relevant Sub-Fund (if any) from having access to its assets and from calculating their NAVs in a normal or reasonable manner;

(vi) when the Board so decide, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) as soon as an extraordinary General Meeting of Shareholders of the Company or a Sub-Fund (if any) has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company or a Sub-Fund (if any) and (ii) when the Board is empowered to decide on this matter, upon their decision to liquidate or dissolve a Sub-Fund (if any).

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to concerned Investors.

Such suspension as to any Class of Shares shall have no effect on the calculation of the NAV per Share, the issue, conversion and redemption of Shares of any other Class of Shares if the assets within such other Class of Shares are not affected to the same extent by the same circumstances.

Any request for subscription, conversion or redemption may only be revocable in the event of a suspension of the calculation of the NAV, in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first NAV Calculation Date, as determined for each Class of Shares, following the end of the period of suspension.

### **Title III - Administration and Supervision**

**Art. 16. Directors.** The Company shall be managed by a Board composed of not less than 7 members and a maximum of 10 members, who need not be Shareholders of the Company. However, when the Company has a single Shareholder, the Board can be composed of one member until the ordinary General Meeting of Shareholders following the establishment or the existence of more than one Shareholder. Board members shall be initially elected for a term of three years and annually thereafter, subject to the approval of any new director by the CSSF. The directors shall be elected by the Shareholders at a General Meeting of Shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

Directors shall be elected or removed by simple majority of the votes of the Shares present or represented at the relevant General Meeting of Shareholders.

The Shareholders of each Class of Shares shall be entitled to propose to the General Meeting of Shareholders a list containing the names of candidates for the position of director of the Company.

To the extent that there is more than one Board Member, the General Meeting of Shareholders shall choose and appoint as directors

- (i) one candidate submitted to it by KfW;
- (ii) two candidates from the list submitted to it by the two largest Class B Shareholders by number of Shares, other than KfW;
- (iii) one candidate from the list submitted to it by the other Class B Shareholders and the Class A Shareholders;
- (iv) two candidates from the lists submitted to it by the two largest Class C Shareholders by number of Shares; and
- (v) one candidate from the list proposed by the other Class C Shareholder(s).

If any of the Class A, Class B or Class C Shareholders fails to submit a list of candidates, the General Meeting of Shareholders shall elect instead any candidate of their discretion.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the General Meeting of Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

**Art. 17. Board Meetings.** The Board will elect a chairperson from among its members who will preside over the meetings of the Board. It may choose a secretary, who needs not to be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board. The Board shall meet upon call by the chairperson or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

In the absence of the chairperson, the members of the Board shall decide by a majority vote that another director shall be in the chair of such meeting.



The Investment Manager can be invited as a non-voting advisor to the meetings of the Board.

The Board may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be directors or Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least five days prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax, electronic mail or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Subject to the last paragraph of this Article, the directors may only act at duly convened meetings of the Board.

The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the Board may determine, are present or represented.

Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairperson of the meeting or any two directors.

Resolutions of the Board shall be passed with at least simple majority of the votes cast, unless another majority is specified in these Articles, in the Issue Document or is required by applicable law. The chairperson shall have a casting vote in the event of a tie.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

**Art. 18. Powers of the Board.** The Board bears general responsibility for all aspects for the administration and management of the business of the Company. In particular, the Board is in charge of (but not limited to) the following:

(i) to determine the business policy of the Company within the framework of, and to approve major business issues in accordance with, the mission statement as set out by the General Meeting of Shareholders, the Issue Document and these Articles;

(ii) to take or, as the case may be, supervise Investment decisions;

(iii) to monitor the Company's compliance with the mission statement determined by the General Meeting of Shareholders, the Issue Document and the Company's Articles;

(iv) to approve the contributions of the Company to the TA Facility;

(v) to propose amendments to the Issue Document (including but not limited to the Investment Guidelines) and these Articles for approval by the CSSF and by the Investors as applicable;

(vi) to oversee the Investment Manager;

(vii) to set performance targets for the Investment Manager under the Investment Management Agreement;

(viii) to appoint and dismiss the Investment Manager and to amend the Investment Management Agreement;

(ix) to appoint and dismiss the Custodian, the Administrative Agent and any other service provider to the Company subject to CSSF approval as applicable;

(x) to appoint and replace the Auditors of the Company subject to approval by the General Meeting of Shareholders and the CSSF;

(xi) to appoint and dismiss members of the committees of the Company (including but not limited to the appointment and dismissal of members of the Investment Committee and the FX Committee) and to define the rules of conduct applicable to such committees;

(xii) to approve Investors in the Company as well as any new offer to commit;

(xiii) to prepare recommendations and the agenda for the General Meeting of Shareholders and to convene ordinary and extraordinary meetings of the Shareholders;

(xiv) to discuss and to approve reports on the business operations of the Company during the course of the financial year and to review and approve the annual and semi-annual financial statements and the annual and semi-annual reports and to submit them to the General Meeting of Shareholders;

- (xv) to present all external audit reports to the next following General Meeting of Shareholders;
- (xvi) to approve the annual business plan and to monitor its implementation;
- (xvii) to decide on the settlement of material legal claims;
- (xviii) to issue at its own discretion new Series of Shares or Notes from time to time (including determining the relevant target dividend or coupon and the relevant Commitments to be drawn down).

The Board shall have the broadest powers to act in any circumstances on behalf of the Company, subject to the powers expressly assigned by law or these Articles to the General Meeting of Shareholders.

**Art. 19. Corporate Signature.** Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound:

- (i) by the individual signature of the sole director or by the joint signatures of any two directors,
- (ii) by the joint signatures or single signature of any person to whom the daily management of the Company has been delegated, within the limits of such daily management, or
- (iii) by the joint signatures or single signature of a director, an officer of the Company or any other person to whom special authority has been delegated by the Board, within the limits of such special power.

**Art. 20. Delegation of Power.** The Board of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board, who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board shall, among others, appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee and may appoint any other special committee as described more fully in the Issue Document, in order to conduct certain tasks and functions expressly delegated to such committee.

**Art. 21. Investment Policies and Restrictions.** The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of the Company and each Sub-Fund (if any) and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with applicable laws and regulations and the Issue Document.

The Company is authorized (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

The Board, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Issue Document of the Company, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund (if any) be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company (if any) be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

**Art. 22. Conflict of Interest.** The Investment Manager, the Custodian, the Administrative Agent and their respective affiliates, directors, officers, (collectively the "Parties") are or may be involved in other financial, investment and professional activities which may cause conflict of interest with the management and administration of the Company. These shall be dealt in accordance with the Issue Document.

**Art. 23. Indemnification of Directors.** To the full extent permitted by any applicable law, the Company will indemnify the Investment Manager, the Structuring Agent, the members of the Board, members of the Investment and FX Committees and their respective managers, employees, officers and directors, against any liabilities, related reasonable costs and expenses (including legal fees, judgements and amounts paid in settlement) as incurred by either of the foregoing, in connection with any action, suit or proceeding on behalf of, or their association with, the Company or any other company of which the Company is a direct or indirect shareholder or a creditor provided that the person seeking such indemnification has acted in good faith in what such person reasonably believed to be the best interests of the Company and was neither grossly negligent nor engaged in wilful malfeasance.

**Art. 24. Auditors.** The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the General Meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the SIF Law.

#### **Title IV - General Meetings - Financial Year - Distributions**

**Art. 25. General Meetings of Shareholders of the Company.** The General Meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The General Meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board.

It may also be called upon the written request of Shareholders representing at least five per cent. (5%) of the voting rights attached to the Share capital.

The annual General Meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last business day in May at 2 p.m. of each year.

If such day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting of Shareholders shall be held on the next following business day.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet in person, by video conference or by conference call or by any other means of communication as may be accepted by the Board in accordance with these Articles. The Board shall convene a General Meeting of Shareholders by circulating a notice setting forth the agenda at least fourteen days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders or at such other address previously indicated by the relevant Shareholder. A Shareholder attending a meeting through video conference or by conference call shall, prior to such meeting, designate a proxy holder, who physically attends the meeting and confirms the votes cast by the Shareholders it represents. The agenda shall be prepared by the Board except where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which case the Board may prepare a supplementary agenda.

The minutes containing the resolutions passed in the meetings of the Shareholders shall be signed by the officers of the meeting. The minutes shall be distributed among all the Shareholders no later than four (4) weeks after the relevant meeting. In addition to the books kept at the registered office of the Company, the Investment Manager shall be responsible for keeping a book containing all the minutes of the Shareholder meetings duly signed.

Given that all Shares are in registered form notices to Shareholders will be sent by personal delivery, facsimile or registered mail.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, they may agree to waive the requirement of a notice of meeting, in which case the General Meeting of Shareholders may take place without notice of meeting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters unless such limitation is waived unanimously.

Each Share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, email, telex or facsimile transmission, who need not be a Shareholder and who may be a director of the Company.

At any General Meeting of Shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, resolutions shall be adopted, irrespective of the number of Shares represented, by a simple majority of votes cast.

**Art. 26. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares.** The Shareholders of any Class of Shares or Classes of Shares issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the Shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such Class.

The provisions of Article 25, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings.

Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by appointing another person as his proxy who needs not be a Shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund or of a Class of Shares are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

**Art. 27. Termination of Sub-Funds or Classes of Shares.** The General Meetings of Shareholders, in any circumstances, have the power, to liquidate any Sub-Funds. There shall be quorum requirements of three-quarters of the votes attached to the share capital for such General Meetings of Shareholders which shall decide by at least three-quarters of the votes validly cast.

Any Sub-Fund may be liquidated, in the event that for any reason the value of the total net assets in such Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount which, in the opinion of the Board, is the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the Board may decide to liquidate the relevant Sub-

Fund. The Company shall serve a written notice to the holders of the relevant Sub-Fund prior to the effective date for the liquidation, which will indicate the reasons of and the procedure for the liquidation operations.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the General Meeting of Shareholders of any Sub-Fund, has, in any circumstances, provided that Sub-Fund is liquidated, the power to liquidate the relevant Sub-Fund. There shall be quorum requirements of three-quarters of the votes attached to the Share capital for such General Meeting of Shareholders which shall decide by at least three-quarters of the votes validly cast.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter. After such period, the assets will be deposited with the Caisse des Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

**Art. 28. Financial Year.** The financial year of the Company shall commence on 1<sup>st</sup> January of each year and shall terminate on the 31<sup>st</sup> December of the same year. The first financial year starts on the date of formation of the Company and will end on the 31 December 2010.

**Art. 29. Distributions.** The Board shall have discretion to decide on any distributions or dividends. The General Meeting of Shareholders may make any such decision as well.

Allocation of income and distributions of dividends shall be made in accordance with the waterfall set out in Article 13 above.

Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board shall determine from time to time.

The Board may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Class or Classes of Shares issued in respect of the Company, of the relevant Sub-Fund.

No interest shall accrue on declared dividends.

#### Title V - Final Provisions

**Art. 30. Custodian.** To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the "Custodian").

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the SIF Law and the agreement entered into with the Company.

If the Custodian desires to retire, the Board shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The Board may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

**Art. 31. Dissolution of the Company.** The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting of Shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules applicable for any amendment to the Articles.

Whenever the Share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 7 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the General Meeting of Shareholders by the Board. The General Meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the General Meeting of Shareholders whenever the Share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 7 hereof; in such an event, the General Meeting of Shareholder shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth of the Shares present and represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the Share capital of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

**Art. 32. Liquidation.** Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities duly approved by the regulatory authority and appointed by the General Meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidator(s) shall use its/their best efforts to terminate, sell or otherwise dispose of any outstanding Investments of the Company.

Should the Company be voluntarily or compulsorily liquidated, its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the SIF-Law. The SIF-Law specifies the steps to be taken to enable Shareholders to participate in the distribution(s) of the liquidation proceeds and provides for a deposit in escrow at the "Caisse des Dépôts et Consigna-

tions" at the time of the close of liquidation. Amounts not claimed from escrow within the statute of limitation period shall be liable to be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law.

Upon the liquidation of the Company, the moneys will be distributed in the following order of priority to the extent of any cash is available in the Company:

(i) Payment of all liabilities of the Company (other than liabilities with respect to the Notes, including but not limited to liabilities related to taxes, Direct Operating Expenses, Management Fees and amounts drawn under the revolving credit facility);

(ii) Payment of interest for the Senior Notes, pro-rata to the interest due on each Series of Senior Notes;

(iii) Payment of principal of the Senior Notes pro-rata to the principal amount of each Series of Senior Notes;

(iv) Payment of interest for the Subordinated Notes, pro-rata to the interest due on each Series of Subordinated Notes;

(v) Payment of principal of the Subordinated Notes pro-rata to the principal amount of each Series of Subordinated Notes;

(vi) Payment of Class A Target Dividends, pro-rata to the dividends for each Series of Class A Shares;

(vii) Payment to the Class A Shares, an amount equalling their respective Issue Price, pro-rata to the Issue Prices of each Series of Class A Shares;

(viii) Payment of Class B Target Dividends, pro-rata to the Class B Target Dividends for each Series of Class B Shares;

(ix) Payment to the Class B Shares, an amount equalling their respective Issue Price, pro-rata to the Issue Prices of each Series of Class B Shares;

(x) Payment of the accrued Investment Manager's Incentive Bonus subject to the provisions of the Investment Management Agreement;

(xi) Payment to the Class C Shares an amount equalling their respective Issue Price plus cumulative aggregate dividends allocated to the relevant Series of Class C Shares and capitalised, pro-rata to the Issue Prices of each Series of Class C Shares; and

(xii) the remainder as Complementary Dividends to the Class A, Class B and Class C Shares, pro-rata to the respective NAV of each Class of Shares at the beginning of the relevant calendar year multiplied by a weighting factor (Class A Shares factor = 1; Class B Shares factor = 2; Class C Shares factor = 3); the amounts so allocated as Complementary Dividends to each Class of Shares are allocated within each Class to the relevant Series of each Class pro rata to their respective NAV at the beginning of the relevant calendar year.

**Art. 33. Amendments to the Articles.** At any General Meeting of Shareholders, convened in accordance with the Articles of the Company or the laws, for the purpose of amending the Articles of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of the Company, the quorum shall be at least three quarters (3/4) of all the Shares issued and outstanding. If the said quorum is not present or represented at a first meeting, a second meeting may be convened the quorum for which shall be at least one half (1/2) of all the Shares issued and outstanding. If the said quorum is not present or represented, a third meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. In order for the proposed resolutions to be adopted, and save as otherwise provided by applicable Luxembourg law, a two thirds (2/3) majority of the votes cast by the Shareholders present or represented is required at any such general meeting.

In addition, and except as otherwise provided by law, any amendments concerning the corporate object or form of the Company must be approved by the Masse Meeting(s) of Noteholders.

**Art. 34. Statement.** Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

**Art. 35. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the SIF Law as such laws have been or may be amended from time to time.

#### *Subscription and Payment*

The Shares have been subscribed and issued as follows:

Kreditanstalt für Wiederaufbau ("KfW"), a public law institution (Anstalt des öffentlichen Rechts), established under the laws of the Federal Republic of Germany, having its principal address at Palmengartenstrasse 5-9, 60325 Frankfurt am Main, Federal Republic of Germany, acting on its own name but for the account of the Federal Republic of Germany, represented by the German Ministry for Economic Cooperation and Development (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung) ("BMZ"), has subscribed to 1 Class C Share fully paid up in cash for an amount of 50,000.- US Dollars.

As a consequence the Company has at its disposal an amount of 50,000.- US Dollars of which evidence has been shown to the undersigned notary who expressly states this.

*Transitory provisions*

The first accounting year of the Company shall begin at the date of its incorporation and shall end on 31 December 2010.

The first annual general meeting of shareholders shall be held in the year 2011.

*Resolutions of the Sole Shareholder*

The appearing party, represented as stated above, representing the entire subscribed capital, takes the following resolutions:

*First resolution*

The following person is elected as member of the Board of Directors for a period ending at the annual general meeting of Shareholders to be held in 2013:

Mr Dr Klaus Müller, born on 26 September 1962 in Karlsruhe, having his professional address at Palmengartenstraße 5-9, 60325 Frankfurt am Main, Germany.

The director will receive no remuneration.

*Second resolution*

The registered office of the Company shall be at 5, rue Jean Monnet, L-2013 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Third resolution*

Ernst & Young S.A., 7, Parc d'Activité Syrdall, Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg are appointed as auditors of the Company for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in the year 2011.

*Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its organisation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation. At the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

**Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendneun, am ersten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Kreditanstalt für Wiederaufbau ("KfW"), eine Anstalt des öffentlichen Rechts nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland mit Hauptsitz in Palmengartenstraße 5-9, 60325 Frankfurt am Main, Bundesrepublik Deutschland, handelnd im eigenen Namen, jedoch für Rechnung der Bundesrepublik Deutschland, vertreten durch das Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung ("BMZ"),

vertreten durch Christian Hertz, Anwalt, berufsansässig in Luxemburg, kraft am 1. Dezember 2009 erteilter privatschriftlicher Vollmacht, die mit dem Vermerk "ne varietur" versehen ist und diesem Protokoll zum Zwecke der gemeinsamen Registrierung beigefügt wird.

Der im Rahmen seiner vorstehend genannten Befugnisse handelnde Erschienene hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung (die "Satzung") einer Aktiengesellschaft ("société anonyme"), die die Voraussetzungen für eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - Spezialfonds ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") erfüllt, zu beurkunden; diese wird hiermit wie folgt gegründet:

**Kapitel I - Firma - Sitz - Dauer - Gegenstand**

**Art. 1. Firma - Begriffsbestimmungen.** Hiermit wird zwischen den Zeichnern und allen potenziellen künftigen Eigentümern von zu einem späteren Zeitpunkt ausgegebenen Anteilen ("Anteile") eine Aktiengesellschaft ("société anonyme"), die die Voraussetzungen für eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - Spezialfonds ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") erfüllt, unter der Firma "Regional MSME Investment Fund for Sub-Saharan Africa S.A., SICAV-SIF" (nachfolgend die "Investmentgesellschaft") gegründet.

In dieser Satzung verwendete, jedoch nicht definierte Begriffe sind, sofern aus dem Zusammenhang nicht etwas anderes hervorgeht, wie im Emissionsdokument der Investmentgesellschaft in der jeweils geltenden Fassung (das "Emissionsdokument") angegeben auszulegen.

**Art. 2. Sitz.** Der Sitz der Investmentgesellschaft wird in der Gemeinde (commune) Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg errichtet. Die Anschrift des Sitzes kann innerhalb der Ortsgrenzen durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats (der "Verwaltungsrat") verlegt werden. Zweigstellen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrats entweder in Luxemburg oder im Ausland (jedoch keinesfalls in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitzungen) errichtet werden.

Stellt der Verwaltungsrat den Eintritt oder das unmittelbare Bestehen außerordentlicher politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Entwicklungen fest, die die übliche Geschäftstätigkeit der Investmentgesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation zwischen dem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann der Sitz bis zur vollständigen Beendigung der außerordentlichen Umstände in das Ausland verlegt werden; entsprechende vorübergehende Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Staatsangehörigkeit der Investmentgesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

**Art. 3. Dauer.** Die Investmentgesellschaft wird auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Investmentgesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Anteilhaber ("Anteilhaber"), der in der für eine Änderung dieser Satzung vorgeschriebenen Weise (wie in Artikel 33 dieser Satzung beschrieben) gefasst wird, aufgelöst werden.

**Art. 4. Geschäftszweck.** Ausschließlicher Geschäftszweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage der ihr zur Verfügung stehenden Mittel im Rahmen ihres Leitbilds in Wertpapiere und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte zum Zwecke der Streuung von Anlagerisiken und der Ausschüttung der Ergebnisse aus der Verwaltung ihrer Vermögenswerte an die Anteilhaber.

Die Investmentgesellschaft ist befugt, im gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über Spezialfonds in der jeweils geltenden Fassung (das "SIF-Gesetz") zulässigen Umfang alle Maßnahmen zu ergreifen und alle Transaktionen durchzuführen, die sie für die Erreichung und Entwicklung ihres Geschäftszwecks für förderlich erachtet.

**Art. 5. Leitbild.** Leitbild der Investmentgesellschaft ist der Aufbau einer besonderen Public Private Partnership zwischen Spendern, Entwicklungsbanken und internationalen Finanzinstituten, privaten Anlegern und afrikanischen Beteiligten mit dem Ziel, die wirtschaftliche Entwicklung und das Wachstum im subsaharischen Afrika durch die Bereitstellung einer nachfrageorientierten Finanzierung an qualifizierte und erforderlichenfalls technisch unterstützte Partner-Kreditinstitute, deren Kunden Kleinunternehmen sowie kleine und mittlere Unternehmen ("KKMUs") sind, zu fördern.

Bei der Verfolgung ihres Entwicklungsziel wird die Investmentgesellschaft die Grundsätze der Nachhaltigkeit und Zuverlässigkeit einhalten und den öffentlichen Auftrag mit einer Marktorientierung verbinden.

**Art. 6. Anlageziel.** Die Investmentgesellschaft strebt eine Anlage in ein gemischtes Portfolio aus regulierten und/oder unregulierten, in subsaharischen afrikanischen Ländern errichteten Mikro-Finanzinstituten und/oder lokalen Geschäftsbanken und/oder anderen Finanzinstituten an, die Mittel für KKMUs bereitstellen (jeweils ein Partner-Kreditinstitut oder "PKI").

Die Investmentgesellschaft beabsichtigt, im Laufe der Zeit den prozentualen Anteil von Anlagen in kleinere und weniger entwickelte PKI zu erhöhen, die üblicherweise nicht von bestehenden Mikrofinanzierungsmaßnahmen erfasst werden.

## Kapitel II - Anteilskapital - Anteile - Nettoinventarwert

**Art. 7. Anteilskapital - Anteilsklassen und Schuldverschreibungen.** Das gesetzlich vorgeschriebene Mindestkapital der Investmentgesellschaft beträgt EUR 1.250.000 (bzw. der Gegenwert in USD). Dieses Mindestkapital muss innerhalb von zwölf Monaten ab der Zulassung der Investmentgesellschaft als SICAV-SIF erreicht werden. Das Anteilskapital der Investmentgesellschaft wird durch voll eingezahlte Anteile ohne Nennwert vertreten und entspricht jederzeit dem Gesamtwert des Nettoinventarwerts ("Nettoinventarwert") der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 14 dieser Satzung.

Die gemäß Artikel 9 dieser Satzung zu begebenden Anteile können, falls der Verwaltungsrat dies beschließt, verschiedenen Klassen ("Klassen") mit spezifischen Gebührenstrukturen, unterschiedlichen Währungen, spezifischer Dividendenpolitik, spezifischer Absicherungspolitik, spezifischen Mindestanlagebeträgen oder anderen für eine Klasse spezifischen Merkmalen, wie im Emissionsdokument bestimmt angehören.

Das Anteilskapital der Investmentgesellschaft kann insbesondere durch drei verschiedene Anteilsklassen (gegebenfalls in jedem Teilfonds (wie nachstehend definiert)) vertreten werden, die nach dem Ermessen des Verwaltungsrats in aufeinanderfolgenden Serien ("Serien") begeben werden können, wie nachstehend und im Emissionsdokument beschrieben. Ferner können künftig andere Anteilsklassen angeboten werden; in diesem Fall wird das Emissionsdokument entsprechend ergänzt.

Anteile der Klasse C

- Die Anteile der Klasse C ("Anteile der Klasse C") werden mit unbegrenzter Laufzeit begeben.
- Die Zieldividende für die Anteile der Klasse C ("Zieldividende der Klasse C"), die je nach Serie unterschiedlich sein kann, wird jeweils in dem bzw. den maßgeblichen Zeichnungszusage/Zeichnungsvertrag (-verträgen) angegeben und als prozentuale Rendite auf den Nettoinventarwert der maßgeblichen Serie von Anteilen der Klasse C ausgedrückt.
- Die Investmentgesellschaft strebt an, für jede Serie von Anteilen der Klasse C einen Betrag bis zur Höhe der Summe aus der Zieldividende der Klasse C, dem Devisenausgleichsbetrag und der Ergänzungsdividende der Klasse C für das

betreffende Jahr, die der betreffenden Serie gemäß Artikel 13 zugewiesen wurden, sofern die Ertragsströme der Investmentgesellschaft dies gestatten, einzubehalten und zu kapitalisieren.

- Alle nicht realisierten/realisierten Kapitalverluste der Investmentgesellschaft (wie etwa Wechselkursverluste, Verschlechterungen der Kreditqualität oder Ausfälle in Bezug auf die Anlagen der Investmentgesellschaft) gehen zulasten der Anteile der Klasse C, bis der Nettoinventarwert der Anteile der Klasse C gegebenenfalls vollständig aufgezehrt ist.

- Zuschreibungen auf nicht realisierte Anlagen und alle realisierten oder nicht realisierten Kapitalgewinne werden in der im nachstehenden Artikel 13 (Abschnitt "Zuteilung von Kapitalgewinnen und Zuschreibungen") aufgeführten Reihenfolge den Anteilen der Klasse C zugewiesen.

- Die Dividendenansprüche der Anteilhaber der Klasse C sind nachrangig gegenüber den Dividendenansprüchen der Anteilhaber der Klasse A und der Klasse B, wie in der im nachstehenden Artikel 13 (Abschnitt "Zuteilung des Nettoertrags") aufgeführten Zahlungsreihenfolge angegeben, sowie gegenüber allen anderen Gläubigern der Investmentgesellschaft einschließlich der Schuldverschreibungsgläubiger.

#### Anteile der Klasse B

- Die Anteile der Klasse B ("Anteile der Klasse B") werden mit einer festen Laufzeit (zwischen 4 und 6 Jahren) begeben, die für jede der begebenen Serien von Anteilen der Klasse B in dem bzw. den maßgeblichen Zeichnungszusage/Zeichnungsvertrag (-verträgen) der jeweiligen Serie festgelegt ist.

- Die Zieldividende für die Anteile der Klasse B ("Zieldividende der Klasse B"), die je nach Serie unterschiedlich sein kann, wird jeweils in dem bzw. den maßgeblichen Zeichnungszusage/Zeichnungsvertrag (-verträgen) angegeben und als prozentuale Rendite auf den Nettoinventarwert der maßgeblichen Serie von Anteilen der Klasse B ausgedrückt. Diese prozentuale Rendite kann als fester Satz oder als variabler Satz in Höhe des Sechsmontats-USD-LIBOR zuzüglich eines Aufschlags festgelegt werden.

- Die Investmentgesellschaft strebt an, aus jeder Serie von Anteilen der Klasse B einen Betrag bis in Höhe der Summe aus der Zieldividende der Klasse B und der Ergänzungsdividende der Klasse B für das betreffende Jahr, die gemäß Artikel 13 zugewiesen und ausgeschüttet wurden, als jährliche Dividende zu zahlen, sofern die Ertragsströme der Investmentgesellschaft dies gestatten.

- Nicht realisierte/realisierte Kapitalverluste der Investmentgesellschaft gehen nur dann zulasten der Anteile der Klasse B, wenn der Nettoinventarwert der Anteile der Klasse C zuvor auf null verringert wurde.

- Zuschreibungen auf nicht realisierte Anlagen und alle realisierten oder nicht realisierten Kapitalgewinne werden in der im nachstehenden Artikel 13 (Abschnitt "Zuteilung von Kapitalgewinnen und Zuschreibungen") aufgeführten Reihenfolge der jeweiligen Serie von Anteilen der Klasse B zugewiesen.

- Die Dividendenansprüche der Anteilhaber der Klasse B sind vorrangig gegenüber den Dividendenansprüchen der Anteilhaber der Klasse C, jedoch nachrangig gegenüber den Dividendenansprüchen der Anteilhaber der Klasse A, wie in der im nachstehenden Artikel 13 (Abschnitt "Zuteilung des Nettoertrags") aufgeführten Zahlungsreihenfolge angegeben, sowie gegenüber allen anderen Gläubigern der Investmentgesellschaft einschließlich der Schuldverschreibungsgläubiger.

#### Anteile der Klasse A

- Die Anteile der Klasse A ("Anteile der Klasse A") werden mit einer festen Laufzeit (zwischen 2 und 6 Jahren) begeben, die für jede der begebenen Serien von Anteilen der Klasse A in dem bzw. den maßgeblichen Zeichnungszusage/Zeichnungsvertrag (-verträgen) der jeweiligen Serie festgelegt ist.

- Die Zieldividende für die Anteile der Klasse A ("Zieldividende der Klasse A"), die je nach Serie unterschiedlich sein kann, wird jeweils in dem bzw. den maßgeblichen Zeichnungszusage/Zeichnungsvertrag (-verträgen) angegeben und als prozentuale Rendite auf den Nettoinventarwert der maßgeblichen Serie von Anteilen der Klasse A ausgedrückt. Diese prozentuale Rendite kann als fester Satz oder als variabler Satz in Höhe des Sechsmontats-USD-LIBOR zuzüglich eines Aufschlags festgelegt werden.

- Die Investmentgesellschaft strebt an, aus jeder Serie von Anteilen der Klasse A einen Betrag bis in Höhe der Summe aus der Zieldividende der Klasse A und der Ergänzungsdividende der Klasse A für das betreffende Jahr, die gemäß Artikel 13 zugewiesen und ausgeschüttet wurden, als jährliche Dividende zu zahlen, sofern die Ertragsströme der Investmentgesellschaft dies gestatten.

- Anteile der Klasse A sind von Kapitalverlusten der Investmentgesellschaft abgeschottet; diese gehen nur dann zu Lasten der Anteile der Klasse A, wenn der Nettoinventarwert sowohl der Anteile der Klasse C als auch der Anteile der Klasse B auf null verringert wurde.

- Zuschreibungen auf nicht realisierte Anlagen und alle realisierten oder nicht realisierten Kapitalgewinne werden in der im nachstehenden Artikel 13 (Abschnitt "Zuteilung von Kapitalgewinnen und Zuschreibungen") aufgeführten Reihenfolge der jeweiligen Serie von Anteilen der Klasse A zugewiesen.

- Die Dividendenansprüche der Anteilhaber der Klasse A sind vorrangig gegenüber den Dividendenansprüchen der Anteilhaber der Klasse B und der Anteilhaber der Klasse C, wie in der im nachstehenden Artikel 13 (Abschnitt "Zuteilung des Nettoertrags") aufgeführten Zahlungsreihenfolge angegeben, jedoch nachrangig gegenüber den Ansprüchen aller anderen Gläubiger der Investmentgesellschaft einschließlich der Schuldverschreibungsgläubiger.

Der Erlös aus der Begebung aller Anteilklassen wird gemäß der vom Verwaltungsrat für die Investmentgesellschaft (oder etwaige Teilfonds, wie nachstehend definiert) festgelegten Anlagepolitik und vorbehaltlich gesetzlich vorgeschrie-



bener oder vom Verwaltungsrat festgelegter Anlagebeschränkungen in Wertpapiere aller Art und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte angelegt.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit verschiedene Pools von Vermögenswerten einrichten, die jeweils ein "compartiment" (einen "Teilfonds") bilden. Jeder entsprechende Pool von Vermögenswerten ist ausschließlich zugunsten des betreffenden Teilfonds gemäß Artikel 4 dieser Satzung anzulegen. Jeder Teilfonds kann spezifische Merkmale aufweisen (wie etwa spezifische Gebührenstrukturen, zulässige Anlagen, Anlagebeschränkungen und eine spezifische Ausschüttungspolitik), die der Verwaltungsrat jeweils für die einzelnen Teilfonds festlegt. Die Investmentgesellschaft ist als eine einzige juristische Person anzusehen. Jedoch haftet jeder Teilfonds im Verhältnis der Anteilhaber untereinander und gegenüber Dritten, insbesondere gegenüber den Gläubigern der Investmentgesellschaft, ausschließlich für die ihm zuzurechnenden Verbindlichkeiten.

Der Verwaltungsrat kann etwaige Teilfonds für eine unbestimmte oder für eine bestimmte Dauer auflegen. Im zuletzt genannten Fall nimmt die Investmentgesellschaft bei Ablauf der Dauer eines Teilfonds alle Anteile in der oder den maßgebliche(n) Anteilklasse(n) unbeschadet der Bestimmungen des nachstehenden Artikel 27 gemäß dem nachstehenden Artikel 10 zurück.

Für die Zwecke der Bestimmung des Kapitals der Investmentgesellschaft wird das den einzelnen Anteilklassen zuzurechnende Vermögen, falls dieses nicht in auf USD lautet, in USD umgerechnet und ist das Kapital die Summe des Nettovermögens aller Anteilklassen.

#### Risikokennzahlen

Die Investmentgesellschaft ist zur Einhaltung der im Emissionsdokument festgelegten Risikokennzahlen zwischen den verschiedenen Anteilklassen verpflichtet.

#### Schuldverschreibungen

Die Investmentgesellschaft kann jeweils Schuldverschreibungen in Form von nachrangigen Schuldverschreibungen ("Nachrangige Schuldverschreibungen") und vorrangigen Schuldverschreibungen ("Vorrangige Schuldverschreibungen") begeben. Ferner können künftig andere Serien von Schuldverschreibungen ("Serien") angeboten werden; in diesem Falls wird das Emissionsdokument entsprechend angepasst.

Die Investmentgesellschaft kann vorbehaltlich der in dem Emissionsdokument näher beschriebenen Bedingungen und Bestimmungen Schuldverschreibungen in aufeinanderfolgenden Serien begeben, die jeweils zum Zeitpunkt der Platzierung der betreffenden Serie von Schuldverschreibungen nach Ermessen des Verwaltungsrats festgelegte eigene Laufzeiten und Kupons aufweisen.

Schuldverschreibungen werden ausschließlich als Namensschuldverschreibungen begeben.

Die Namensschuldverschreibungen werden in ein Register eingetragen, das von der Investmentgesellschaft oder von einer hierfür von der Investmentgesellschaft bestellten Person geführt wird. In der Eintragung sind der Name jedes Schuldverschreibungsgläubigers ("Schuldverschreibungsgläubiger"), dessen der Investmentgesellschaft mitgeteilte/r Staatsangehörigkeit, Wohnsitz oder Sitz, Zustellanschrift und die Anzahl der gehaltenen Namensschuldverschreibungen anzugeben. Die Eintragung des Namens eines Schuldverschreibungsgläubigers dient als Nachweis seiner Eigentumsrechte an den betreffenden eingetragenen Schuldverschreibungen. Schuldverschreibungen werden ausschließlich an Schuldverschreibungsgläubiger ausgegeben, die die von der Investmentgesellschaft und der Verwaltungsstelle jeweils verlangten geeigneten Unterlagen und Informationen zu ihrer Identität vorgelegt haben.

#### Zieldividende/Kupon

Der Verwaltungsrat legt jeweils zum Zeitpunkt der Platzierung der betreffenden Serie nach eigenem Ermessen die Zieldividende der einzelnen Serien von Anteilen bzw. den Kupon für die einzelnen Serien von Schuldverschreibungen fest.

Der Verwaltungsrat hat bei der Festlegung der Zieldividende bzw. des Kupons die zu dem betreffenden Zeitpunkt vorherrschenden Marktbedingungen und die Interessen der gesamten bestehenden Anteilhaber und Schuldverschreibungsgläubiger zu berücksichtigen.

Der Verwaltungsrat teilt den Anteilhabern und Schuldverschreibungsgläubigern die Festlegung der Zieldividende bzw. des Kupons für die einzelnen Serien in dem auf die jeweilige Platzierung folgenden Quartalsbericht mit.

**Art. 8. Form der Anteile.** Anteile werden ausschließlich als Namensanteile begeben und ausschließlich an Geeignete Anleger (wie in Artikel 12 definiert) ausgegeben. Die Investmentgesellschaft wird keine Anteile an Anleger ausgeben oder eine Übertragung von Anteilen auf Anleger wirksam werden lassen, die nicht dieser Bestimmung entsprechen. Alle ausgegebenen Namensanteile werden in das Register der Anteilhaber eingetragen, das von der Investmentgesellschaft oder von einer oder mehreren hierfür von der Investmentgesellschaft benannten Person(en) geführt wird. Dieses Register muss den Namen jedes Inhabers von Namensanteilen, dessen der Investmentgesellschaft mitgeteilte/r Staatsangehörigkeit, Wohnsitz oder Sitz, Zustellanschrift und die Anzahl der gehaltenen Namensanteile sowie den auf Bruchteile von Anteilen eingezahlten Betrag enthalten.

Die Eintragung des Namens eines Anteilhabers in das Register der Anteile dient als Nachweis seiner Eigentumsrechte an den betreffenden eingetragenen Anteilen. Der Anteilhaber erhält eine schriftliche Bestätigung über seinen Anteilsbestand.

Anleger, die einige oder alle der auf ihren Namen eingetragenen Anteile bzw. Schuldverschreibungen übertragen möchten, müssen (i) ein von dem Käufer oder Abtretungsempfänger unterzeichnetes Standardübertragungsformular an

die Verwaltungsstelle übersenden und (ii) die Zustimmung der Verwaltungsstelle zu dem Käufer bzw. Abtretungsempfänger einholen, bei dem es sich um einen Geeigneten Anleger handeln muss. Ferner muss der Verwaltungsrat einem Käufer oder Abtretungsempfänger von Anteilen zustimmen, wobei diese Zustimmung nicht unbegründet verweigert werden darf.

Übertragungen von eingetragenen Anteilen sind in das Register der Anteilhaber einzutragen; diese Eintragung ist von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern der Investmentgesellschaft oder von einer oder mehreren hierzu vom Verwaltungsrat bevollmächtigten Person(en) zu unterzeichnen.

Anteilhaber mit Anspruch auf Erhalt von eingetragenen Anteilen haben der Investmentgesellschaft eine Anschrift zu nennen, an die alle Mitteilungen und Ankündigungen übersandt werden. Diese Anschrift wird auch in das Register der Anteilhaber eingetragen.

Gibt ein Anteilhaber keine Anschrift an, kann die Investmentgesellschaft eine diesbezügliche Eintragung in das Register der Anteilhaber gestatten. In diesem Fall gilt der Sitz der Investmentgesellschaft oder eine andere jeweils von der Investmentgesellschaft eingetragene Anschrift als Anschrift des Anteilhabers, bis der betreffende Anteilhaber gegenüber der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift angibt. Anteilhaber sind jederzeit berechtigt, die im Register der Anteilhaber eingetragene Anschrift durch schriftliche Mitteilung an die Investmentgesellschaft an ihrem Sitz oder an eine jeweils von der Investmentgesellschaft festgelegte Anschrift zu ändern.

Die Investmentgesellschaft erkennt pro Anteil nur einen einzigen Eigentümer an. Befinden sich Anteile im gemeinschaftlichen Eigentum mehrerer Personen oder ist das Eigentum an Anteilen strittig, haben alle Personen, die Ansprüche auf die betreffenden Anteile geltend machen, einen einzigen Vertreter zu bestellen, der die betreffenden Anteile gegenüber der Investmentgesellschaft vertritt. Wird kein entsprechender Vertreter bestellt, hat dies eine Aussetzung der Ausübung aller mit den Anteilen verbundenen Rechte zur Folge. Ferner behält sich die Investmentgesellschaft im Falle gemeinschaftlicher Anteilhaber das Recht vor, Rücknahmeerlöse, Ausschüttungen oder sonstige Zahlungen nach freiem Ermessen ausschließlich an den an erster Stelle eingetragenen Inhaber, den die Investmentgesellschaft als Vertreter aller gemeinschaftlichen Inhaber ansehen darf, oder an alle gemeinschaftlichen Anteilhaber zusammen zu zahlen.

Die Investmentgesellschaft kann beschließen, Bruchteile von Anteilen auszugeben. Bruchteile von Namensanteilen werden auf ein Zehntausendstel (1/10.000) eines Anteils gerundet begeben. Entsprechende Bruchteile von Anteilen berechnen im Verhältnis des von ihnen verbrieften Anteilsbruchteils zu einer Beteiligung am Nettoergebnis und an den Liquidationserlösen, die der betreffenden Anteilsklasse zuzurechnen sind, sind jedoch nicht mit Stimmrechten verbunden, es sei denn, ihre Anzahl entspricht einem vollen Anteil; in diesem Fall verleihen sie ein Stimmrecht.

**Art. 9. Begebung von Anteilen.** Der Verwaltungsrat ist befugt, jederzeit und unbegrenzt eine beliebige Anzahl von voll eingezahlten Anteilen in mehreren Klassen und Serien zu begeben, ohne den bestehenden Anteilhabern ein Vorzugsrecht zur Zeichnung der entsprechend begebenen Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann Beschränkungen in Bezug auf die Häufigkeit, mit der Anteile in bestimmten Klassen oder Serien begeben werden, einführen; insbesondere kann der Verwaltungsrat beschließen, dass Anteile einer bestimmten Klasse oder Serie ausschließlich während einer oder mehrerer Angebotsfristen oder in anderen im Emissionsdokument vorgesehenen Zeiträumen begeben werden.

Der Erstangebotspreis für die erste Serie von Anteilen der Klasse C beträgt USD 50.000 je Anteil, anschließend hängt der Ausgabepreis vom Nettoinventarwert der Anteile der Klasse C am Tag der weiteren Ausgabe von Anteilen ab, wobei der Mindestausgabepreis USD 1.000 je Anteil beträgt.

Der Ausgabepreis der Anteile der Klasse B beträgt USD 25.000.

Der Ausgabepreis der Anteile der Klasse C beträgt USD 100.000.

Der auf diese Weise ermittelte Preis ist innerhalb des Zeitraums zu zahlen, der jeweils vom Verwaltungsrat festgelegt wird und für die Investmentgesellschaft (oder die einzelnen Teilfonds, sofern vorhanden) in dem Emissionsdokument angegeben ist. Der Verwaltungsrat kann die Befugnis zur Entgegennahme von Zeichnungen, zur Entgegennahme der Zahlung des Preises für die neu zu begebenden Anteile und zu deren Lieferung auf ein Verwaltungsratsmitglied, ein Mitglied der Geschäftsleitung, einen leitenden Angestellten oder einen sonstigen ordnungsgemäß bevollmächtigten Vertreter übertragen.

Der Verwaltungsrat kann ferner der Begebung von Anteilen als Gegenleistung für eine Sacheinlage zustimmen, sofern dabei die nach Luxemburger Recht geltenden Vorschriften eingehalten werden, insbesondere die Verpflichtung, einen Bewertungsbericht der Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft ("réviseur d'entreprises agréé") vorzulegen, und sofern die betreffenden Wertpapiere im Einklang mit den Anlagezielen und der Anlagepolitik der Investmentgesellschaft oder des entsprechenden Teilfonds sofern vorhanden stehen.

Zeichnungen können auch in anderen Währungen als USD angenommen werden; in diesem Fall gehen die Umrechnungskosten zulasten des Zeichnungsbetrags des Zeichners.

**Art. 10. Rücknahme / Rückzahlung.** Bei der Investmentgesellschaft handelt es sich um einen geschlossenen Investmentfonds. Dementsprechend können Anteile an der Investmentgesellschaft nicht auf Ersuchen der Anteilhaber zurückgegeben werden.

#### Planmäßige Rücknahme/Rückzahlung

Während der Dauer der Investmentgesellschaft können die Anteile der Klasse C nicht von den Anteilhabern zurückgegeben werden.

Vorbehaltlich der nachstehenden Absätze dieses Artikels 10 beabsichtigt die Investmentgesellschaft, die Anteile der Klasse A und die Anteile der Klasse B bei Fälligkeit der jeweiligen Serie zurückzunehmen und den ausstehenden Nennbetrag einer Serie von Schuldverschreibungen an den in den Zeichnungszusage/Zeichnungsverträgen der jeweiligen Serie genannten Tagen mittels einer Einmalzahlung oder in mehreren Raten zurückzuzahlen, wobei die Rückzahlungs-/Rücknahmeansprüche jeweils in der in Artikel 13 (Abschnitt "Verwendung von verfügbaren Barmitteln") aufgeführten Reihenfolge befriedigt werden, sobald und soweit die Investmentgesellschaft über genügend Barmittel verfügt.

#### Vorzeitige Rücknahme/Rückzahlung

Sofern eine planmäßige Rücknahme einer Serie von Anteilen der Klasse B bei Fälligkeit dieser Serie ("Fällige Anteile der Klasse B") zu einem Verstoß gegen die Risikokennzahlen gemäß Ziffer 7.10 (ii) des Emissionsdokuments führen würde (die Anteile der Klassen B und C müssen mindestens 50% des gesamten Bruttoinventarwerts der Investmentgesellschaft ausmachen), bietet die Investmentgesellschaft allen vorrangigen Anlegern (d. h. Anteilhabern der Klasse A und Schuldverschreibungsgläubigern) die Möglichkeit einer vorzeitigen Rückgabe ihrer Beteiligungen ("Vorzeitiges Rückgaberecht") wie folgt an:

(i) Das Vorzeitige Rückgaberecht wird den vorrangigen Anlegern anteilig entsprechend dem jeweiligen Nettoinventarwert (im Falle von Anteilen) bzw. Nennbetrag (im Falle von Schuldverschreibungen) ihrer Beteiligungen zum letzten Nettoinventarwert-Berechnungstag angeboten, soweit dies erforderlich ist, damit die Summe der Nettoinventarwerte der Anteile der Klasse B und der Anteile der Klasse C bei Rücknahme der Fälligen Anteile der Klasse B mindestens 50 % des Bruttoinventarwerts der Investmentgesellschaft ausmacht, und unter der Annahme, dass alle Anleger das angebotene Vorzeitige Rückgaberecht vollständig annehmen;

(ii) die Anleger können ihr Vorzeitiges Rückgaberecht durch schriftliche Mitteilung gegenüber der Investmentgesellschaft innerhalb von 30 Geschäftstagen nach schriftlicher Benachrichtigung durch die Investmentgesellschaft über ihr Vorzeitiges Rückgaberecht ausüben;

(iii) die Anleger können dieses Vorzeitige Rückgaberecht in Bezug auf alle oder lediglich einzelne der Beteiligungen, auf die es sich bezieht, ausüben;

(iv) nach Ablauf der in vorstehendem Absatz (ii) genannten Frist von 30 Geschäftstagen

(a) nimmt die Investmentgesellschaft alle Anteile zurück und zahlt alle Schuldverschreibungen vorzeitig zurück, für die das Vorzeitige Rückgaberecht wirksam ausgeübt wurde; und

(b) nimmt die Investmentgesellschaft die Fälligen Anteile der Klasse B vollständig zurück, unabhängig davon, ob die Summe der Nettoinventarwerte der Anteile der Klasse B und der Anteile der Klasse C bei Rücknahme dieser Fälligen Anteile der Klasse B mindestens 50% des Bruttoinventarwerts der Investmentgesellschaft ausmacht, wobei die Investmentgesellschaft jedoch durch die Rücknahme der Fälligen Anteile der Klasse B ihre im Emissionsdokument genannten Kreditaufnahmegrenzen nicht überschreiten darf.

Die Rückzahlungs-/Rücknahmeansprüche werden in der in Artikel 13 (Abschnitt "Verwendung von verfügbaren Barmitteln") aufgeführten Reihenfolge befriedigt, sobald und soweit die Investmentgesellschaft über genügend Barmittel verfügt.

#### Zwangsrücknahme/Zwangsrückzahlung

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen Anteile oder Schuldverschreibungen zwangsweise zurücknehmen:

(i) falls ein Anleger in erheblicher Weise gegen für ihn verbindliche Bestimmungen der Anlagedokumente verstoßen hat;

(ii) falls ein Anleger mit Zahlungsverpflichtungen aus den Anlagedokumenten in Verzug ist; und/oder

(iii) unter sonstigen Umständen, unter denen der Verwaltungsrat billigerweise feststellt, dass das fortdauernde Eigentum des betreffenden Anlegers entweder erhebliche nachteilige Auswirkungen auf die Investmentgesellschaft hätte oder dazu führen würde, dass die Investmentgesellschaft und/oder der betreffende Anleger gegen für sie bzw. ihn geltende Gesetze, Vorschriften oder Anlagerichtlinien verstößt.

#### Allgemeines

Der Rücknahmepreis entspricht dem gemäß den Bestimmungen von Artikel 14 bestimmten Nettoinventarwert pro Anteil, abzüglich etwaiger Gebühren und Provisionen in Höhe des in dem Emissionsdokument für die Anteile genannten Satzes. Der betreffende Rücknahmepreis kann auf die vom Verwaltungsrat festgelegte nächste Einheit der maßgeblichen Währung auf- oder abgerundet werden.

Der Rücknahmepreis pro Anteil ist, vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 15 dieser Satzung, innerhalb des vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitraums zu zahlen.

Alle zurückgenommenen Anteile können eingezogen werden.

Die Investmentgesellschaft ist bei einem entsprechenden Beschluss des Verwaltungsrats berechtigt, die Zahlung des Rücknahmepreises an Anteilhaber, die diesem Verfahren zustimmen, in Sachwerten durch Zuteilung von Anlagen aus dem im Zusammenhang mit der oder den betreffenden Anteilsklasse(n) zusammengestellten Vermögensportfolio mit

einem Wert (der in der in Artikel 14 beschriebenen Weise berechnet wird) am Rücknahmetag, an dem der Rücknahmepreis berechnet wird, der dem Wert der zurückzunehmenden Anteile entspricht, zu erfüllen. Die Art und der Typ von in einem solchen Fall zu übertragenden Vermögenswerten sind auf gerechter und angemessener Grundlage und ohne die Interessen der übrigen Inhaber von Anteilen der betreffenden Anteilsklasse(n) zu beeinträchtigen festzulegen; die dabei verwendete Bewertung ist von einem Sonderbericht der Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft zu bestätigen. Die Kosten entsprechender Übertragungen sind vom Übertragungsempfänger zu tragen.

**Art. 11. Umtausch von Anteilen.** Sofern der Verwaltungsrat für bestimmte Anteilsklassen oder für ggf. vorhandene bestimmte Teilfonds nichts anderes bestimmt, haben die Anteilinhaber kein Recht, den gesamten oder teilweisen Umtausch ihrer Anteile einer Klasse oder Serie in Anteile einer anderen Klasse oder Serie bzw. den gesamten oder teilweisen Umtausch ihrer Anteile einer Klasse eines Teilfonds in Anteile derselben Klasse eines anderen Teilfonds (sofern vorhanden) zu verlangen.

**Art. 12. Beschränkungen hinsichtlich des Eigentums an den Anteilen und Schuldverschreibungen.** Neben der Ermessensfreiheit des Verwaltungsrats bei der Annahme von Zeichnungen kann die Investmentgesellschaft das Eigentum einer natürlichen Person, Personengesellschaft oder Kapitalgesellschaft an Anteilen oder Schuldverschreibungen der Investmentgesellschaft einschränken oder untersagen, wenn ein solches Eigentum nach Auffassung der Investmentgesellschaft von Nachteil für die Investmentgesellschaft sein könnte, wenn es zu einem Verstoß gegen Luxemburger oder ausländisches Recht führen könnte oder wenn der Investmentgesellschaft infolgedessen steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile entstehen könnten, die ihr anderenfalls nicht entstanden wären (diese vom Verwaltungsrat zu bestimmenden natürlichen Personen, Personengesellschaften oder Kapitalgesellschaften werden in dieser Satzung als "Unzulässige Personen" bezeichnet).

Das Eigentum an den Anteilen und den Schuldverschreibungen der Investmentgesellschaft ist sachkundigen Anlegern im Sinne von Artikel 2 SIF-Gesetz vorbehalten.

Zudem wird jeder neue Anleger, der durch Zeichnung neuer Anteile oder Schuldverschreibungen oder durch Erwerb bestehender Anteile oder Schuldverschreibungen Anteilinhaber oder Schuldverschreibungsgläubiger der Investmentgesellschaft werden möchte (gemeinsam die "Anleger" und einzeln jeweils ein "Anleger"), nur angenommen, wenn (nach billigem Ermessen des Verwaltungsrats) folgenden Bedingungen erfüllt sind:

(i) Der Anleger verfügt über eine angemessene Kapitalausstattung gemäß den Anforderungen nach geltendem Recht in seinem Sitzland;

(ii) er ist nicht insolvent oder anderweitig zahlungsunfähig und es wurde kein Verfahren eingeleitet, um seine Insolvenz oder anderweitige Zahlungsunfähigkeit erklären zu lassen;

(iii) es sind keine Gerichtsverfahren oder sonstige Verfahren anhängig oder angedroht, von deren Ausgang billigerweise wesentliche nachteilige Auswirkungen auf Vermögen, Geschäftsaussichten oder Finanzlage des Anlegers oder auf seine Fähigkeit zur Erfüllung der in den Anlagedokumenten genannten Pflichten erwartet werden können;

(iv) er erfüllt die Bedingungen in Zusammenhang mit den in den 40 Empfehlungen der FATF (FATF 40 Recommendations) und den jeweils einschlägigen EU-Richtlinien genannten Maßnahmen zur Verhinderung der Geldwäsche und zur Bekämpfung der Terrorismusfinanzierung;

(v) er stellt kein Reputationsrisiko für die Investmentgesellschaft oder einen anderen Anteilinhaber dar bzw. die Beteiligung des potenziellen Anlegers hat keine anderweitigen (z. B. steuerliche oder aufsichtsrechtliche) Nachteile für die Investmentgesellschaft (jeweils nach billigem Ermessen des Verwaltungsrats); und

(vi) er hat alle von der Investmentgesellschaft oder der Verwaltungsstelle jeweils geforderten Legitimationsprüfungen oder ähnliche Prüfungen nach geltendem Recht durchgeführt.

Jeder potenzielle Anleger, der diese Anforderungen erfüllt, wird als ein "Geeigneter Anleger" bezeichnet.

Hierfür kann die Investmentgesellschaft

(i) die Ausgabe von Anteilen oder Schuldverschreibungen oder die Eintragung der Übertragung von Anteilen oder Schuldverschreibungen ablehnen, wenn sie davon ausgeht, dass durch diese Eintragung oder Übertragung rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum einer Unzulässigen Person an diesen Anteilen oder Schuldverschreibungen begründet würde oder begründet werden könnte; und

(ii) von einer namentlich im Register der Anteilinhaber bzw. Schuldverschreibungsgläubiger eingetragenen Person oder von einer Person, die eine Übertragung von Anteilen oder Schuldverschreibungen im Register der Anteilinhaber bzw. Schuldverschreibungsgläubiger eintragen lassen möchte, jederzeit verlangen, ihr mittels einer eidesstattlichen Versicherung alle Angaben zu liefern, die sie für die Klärung der Frage erforderlich erachtet, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Anteilen dieses Anteilinhabers bzw. an den Schuldverschreibungen dieses Schuldverschreibungsgläubigers bei einer Unzulässigen Person liegt oder ob diese Eintragung dazu führt, dass das wirtschaftliche Eigentum an diesen Anteilen bzw. diesen Schuldverschreibungen bei einer Unzulässigen Person liegt; und

(iii) die Annahme der bei einer Versammlung der Anteilinhaber der Investmentgesellschaft abgegebenen Stimme einer Unzulässigen Person verweigern; und

(iv) wenn die Investmentgesellschaft davon ausgeht, dass eine Unzulässige Person entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person wirtschaftlicher Eigentümer der Anteile oder Schuldverschreibungen ist, diesen Anteilinhaber

bzw. Schuldverschreibungsgläubiger anweisen, seine Anteile bzw. Schuldverschreibungen zu verkaufen und der Investmentgesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig (30) Tagen nachzuweisen. Kommt der Anteilinhaber dieser Anweisung nicht nach, so kann die Investmentgesellschaft alle Anteile bzw. Schuldverschreibungen dieses Anteilinhabers bzw. Schuldverschreibungsgläubigers zwangsweise zurücknehmen oder deren Rücknahme veranlassen.

"Unzulässige Person" im Sinne dieser Satzung umfasst weder Zeichner von Anteilen der Investmentgesellschaft, die in Zusammenhang mit der Gründung der Investmentgesellschaft ausgegeben wurden, solange sie diese Anteile halten, noch Wertpapierhändler, die Anteile oder Schuldverschreibungen mit der Absicht erwerben, diese in Zusammenhang mit einer Ausgabe von Anteilen oder Schuldverschreibungen durch die Investmentgesellschaft zu vertreiben.

US-Personen im Sinne dieses Artikels können eine bestimmte Kategorie von Unzulässigen Personen darstellen.

Sofern die Investmentgesellschaft davon ausgeht, dass eine Unzulässige Person eine US-Person ist, die entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person wirtschaftlicher Eigentümer der Anteile oder Schuldverschreibungen ist, kann die Investmentgesellschaft alle Anteile bzw. Schuldverschreibungen dieses Anteilinhabers bzw. Schuldverschreibungsgläubigers unverzüglich zwangsweise zurücknehmen oder deren Rücknahme veranlassen.

In dieser Satzung bezeichnet der Begriff "US-Person" in Bezug auf natürliche Personen US-amerikanische Staatsangehörige (und bestimmte ehemalige US-amerikanische Staatsangehörige gemäß dem US-amerikanischen Einkommensteuerrecht) oder sog. "resident aliens" (Ausländer mit ständigem Wohnsitz in den USA) im Sinne des US-amerikanischen Einkommensteuerrechts.

In Bezug auf nicht natürliche Personen bezeichnet der Begriff "US-Person" (i) Kapitalgesellschaften, Personengesellschaften oder sonstige Rechtsträger, die in den Vereinigten Staaten oder nach dem Recht der Vereinigten Staaten oder eines Einzelstaats der Vereinigten Staaten gegründet wurden; (ii) Trusts, sofern (a) die primäre Zuständigkeit für den Trust bei einem US-amerikanischen Gericht liegt und (b) ein oder mehrere US-amerikanische Treuhänder berechtigt sind, alle wesentlichen Entscheidungen des Trusts zu treffen, und (iii) Vermögen (estates), (a) deren weltweite Erträge unabhängig von ihrer Herkunft der Besteuerung in den Vereinigten Staaten unterliegen oder (b) in Bezug auf welche eine US-Person als Vollstrecker oder Verwalter die alleinige Entscheidungsbefugnis über die Anlage der Vermögensgegenstände des Vermögens hat und die keinem ausländischen Recht unterliegen. Der Begriff "US-Person" bezeichnet auch vorrangig für passive Beteiligungen (passive investment) gegründete Rechtsträger wie Warenpools, Investmentgesellschaften oder sonstige vergleichbare Rechtsträger (mit Ausnahme von Pensionsplänen für die Mitarbeiter oder leitenden Angestellten (officers or principals) eines Rechtsträgers, der außerhalb der Vereinigten Staaten gegründet wurde und dort seinen Hauptgeschäftssitz hat), deren vorrangiger Zweck die Erleichterung von Investitionen einer US-Person in einen Warenpool ist, für den der Betreiber von bestimmten Anforderungen gemäß Part 4 der Vorschriften der US-amerikanischen Commodity Futures Trading Commission befreit ist, da die Investoren des Pools keine US-Personen sind. "Vereinigte Staaten" bezeichnet die Vereinigten Staaten von Amerika (einschließlich der Einzelstaaten und des District of Columbia), ihre Territorien, Besitzungen und alle anderen ihrer Rechtsordnung unterliegenden Gebiete.

### **Art. 13. Zuteilung von Kapitalgewinnen und Zuschreibungen / Verwendung von verfügbaren Barmitteln / Zuteilung des Nettoertrags.**

#### Zuteilung von Kapitalgewinnen und Zuschreibungen

An jedem Nettoinventarwert-Berechnungstag werden die bisherigen Zuschreibungen auf nicht realisierte Anlagen im jeweiligen Jahr sowie die bisherigen realisierten und nicht realisierten Kapitalgewinne im jeweiligen Jahr in der folgenden Reihenfolge zuteilt:

(i) zuerst an Serien von Anteilen der Klasse A mit einem Nettoinventarwert-Fehlbetrag zum jeweiligen Nettoinventarwert-Berechnungstag (sofern vorhanden), und zwar die Beträge, die zum Ausgleich der Nettoinventarwert-Fehlbeträge der jeweiligen Serien erforderlich sind, die nach Berücksichtigung von Zuteilungen in Bezug auf einen Nettoinventarwert-Fehlbetrag, die gemäß nachfolgendem Abschnitt "Zuteilung des Nettoertrags" am jeweiligen Nettoinventarwert-Berechnungstag erfolgt sind, verbleiben, wobei die Zuteilung anteilig entsprechend den Nettoinventarwert-Fehlbeträgen der jeweiligen Serien von Anteilen der Klasse A erfolgt; darauffolgend

(ii) zuerst an Serien von Anteilen der Klasse B mit einem Nettoinventarwert-Fehlbetrag zum jeweiligen Nettoinventarwert-Berechnungstag (sofern vorhanden), und zwar die Beträge, die zum Ausgleich der Nettoinventarwert-Fehlbeträge der jeweiligen Serien erforderlich sind, die nach Berücksichtigung von Zuteilungen in Bezug auf einen Nettoinventarwert-Fehlbetrag, die gemäß nachfolgendem Abschnitt "Zuteilung des Nettoertrags" am jeweiligen Nettoinventarwert-Berechnungstag erfolgt sind, verbleiben, wobei die Zuteilung anteilig entsprechend den Nettoinventarwert-Fehlbeträgen der jeweiligen Serien von Anteilen der Klasse B erfolgt; darauffolgend

(iii) an jede Serie von Anteilen der Klasse C, anteilig entsprechend dem jeweiligen Nettoinventarwert jeder Serie.

#### Verwendung von verfügbaren Barmitteln

Der Verwaltungsrat verwendet die verfügbaren Barmittel der Investmentgesellschaft zur Deckung der Aufwendungen der Investmentgesellschaft (insbesondere für Direkte Betriebliche Aufwendungen, Verwaltungsgebühr, jedoch ohne Zinszahlungen auf Schuldverschreibungen) sowie zur Schaffung geeigneter Rücklagen (zusammen die "Fonds aufwendungen").

Barmittel, die nach der Zahlung sämtlicher Fonds aufwendungen noch verfügbar sind, werden zur Leistung von Zahlungen im Zusammenhang mit den Schuldverschreibungen in der folgenden Reihenfolge verwendet:

(i) Zahlung auf die auf Vorrangige Schuldverschreibungen angefallenen Zinsen, anteilig entsprechend den auf jede Serie von Vorrangigen Schuldverschreibungen fälligen Zinsen;

(ii) Befriedigung der Rückzahlungsansprüche der Gläubiger von Vorrangigen Schuldverschreibungen, anteilig für jede Serie von Vorrangigen Schuldverschreibungen;

(iii) Zahlung auf die auf Nachrangige Schuldverschreibungen angefallenen Zinsen, anteilig entsprechend den auf jede Serie von Nachrangigen Schuldverschreibungen fälligen Zinsen; darauffolgend

(iv) Befriedigung der Rückzahlungsansprüche der Gläubiger von Nachrangigen Schuldverschreibungen, anteilig für jede Serie von Vorrangigen Schuldverschreibungen.

Barmittel, die nach der Zahlung sämtlicher Fondsaufwendungen und Befriedigung sämtlicher Ansprüche von Schuldverschreibungsgläubigern noch verfügbar sind, werden in der folgenden Reihenfolge verwendet:

(i) Zahlung der Zieldividenden der Klasse A, anteilig entsprechend den Zieldividenden der Klasse A für jede Serie von Anteilen der Klasse A;

(ii) Befriedigung von Ansprüchen auf Rücknahme von Anteilen der Klasse A, anteilig entsprechend den Rücknahmeansprüchen für jede Serie von Anteilen der Klasse A die der Rücknahme unterliegt;

(iii) Zahlung der Zieldividenden der Klasse B, anteilig entsprechend den Zieldividenden der Klasse B für jede Serie von Anteilen der Klasse B;

(iv) Befriedigung von Ansprüchen auf Rücknahme von Anteilen der Klasse B, anteilig entsprechend den Rücknahmeansprüchen für jede Serie von Anteilen der Klasse B die der Rücknahme unterliegt;

(v) Zahlung von genehmigten Einzahlungen in die TA Facility;

(vi) Zahlung der genehmigten Erfolgsprämie des Investment-Managers, vorbehaltlich der Bestimmungen des Investment-Management-Vertrags;

(vii) Zahlung der Ergänzungsdividende für Anteile der Klasse A, anteilig an jede Serie sowie entsprechend dem jeweiligem Nettoinventarwert zu Beginn des jeweiligen Kalenderjahrs; nachfolgend

(viii) Zahlung der Ergänzungsdividende für Anteile der Klasse B, anteilig an jede Serie sowie entsprechend dem jeweiligem Nettoinventarwert zu Beginn des jeweiligen Kalenderjahrs.

Für jedes Kalenderjahr genehmigt der Verwaltungsrat (bzw. die Anteilinhaber entsprechend dieser Satzung) die jährlichen Dividenden, Zahlungen in Bezug auf die Erfolgsprämie des Investment-Managers und die TA Facility sowie den jeweiligen Fälligkeitstag für eine der oben genannten Dividenden oder sonstigen Zahlungen (wobei er die Liquiditätslage der Investmentgesellschaft angemessen berücksichtigt) innerhalb von 30 Geschäftstagen nach Erhalt des geprüften Jahresabschlusses für das jeweilige Kalenderjahr.

Die zu zahlenden Beträge werden nach Genehmigung durch den Verwaltungsrat bzw. die Hauptversammlung der Anteilinhaber von der Investmentgesellschaft freigegeben.

#### Zuteilung des Nettoertrags

An jedem Nettoinventarwert-Berechnungstag berechnet die Investmentgesellschaft den bisherigen kumulierten Nettoertrag ("Nettoertrag") der Investmentgesellschaft im jeweiligen Kalenderjahr. Der Nettoertrag entspricht dem bisherigen (erhaltenen und/oder aufgelaufenen) kumulierten Ertrag der Investmentgesellschaft im jeweiligen Kalenderjahr, abzüglich (a) den bisherigen kumulierten Fondsaufwendungen in diesem Kalenderjahr und (b) den bisherigen Zinszahlungen auf die Schuldverschreibungen im jeweiligen Kalenderjahr. Nicht realisierte oder realisierte Gewinne oder Verluste bleiben bei der Berechnung des Nettoertrags unberücksichtigt, werden jedoch nach erfolgter Zuteilung des Nettoertrags zugeteilt.

An jedem Nettoinventarwert-Berechnungstag wird der bisherige positive Nettoertrag der Investmentgesellschaft im jeweiligen Jahr in der folgenden Reihenfolge zugeteilt:

(i) Zuteilung der bisherigen Zieldividenden der Klasse A im jeweiligen Jahr, anteilig entsprechend der Zieldividenden der Klasse A für jede Serie von Anteilen der Klasse A;

(ii) Zuteilung an die Serien von Anteilen der Klasse A mit einem Nettoinventarwert-Fehlbetrag zum jeweiligen Nettoinventarwert-Berechnungstag (sofern vorhanden), und zwar der Beträge die zum Ausgleich der Nettoinventarwert-Fehlbeträge der jeweiligen Serien erforderlich sind, anteilig entsprechend dem Nettoinventarwert-Fehlbetrag der jeweiligen Serie von Anteilen der Klasse A, wobei die auf diese Weise zugeteilten Beträge für diese Anteile der Klasse A kapitalisiert werden;

(iii) Zuteilung der bisherigen Zieldividenden der Klasse B im jeweiligen Jahr, anteilig entsprechend der Zieldividenden der Klasse B für jede Serie von Anteilen der Klasse B;

(iv) Zuteilung an die Serien von Anteilen der Klasse B mit einem Nettoinventarwert-Fehlbetrag am jeweiligen Nettoinventarwert-Berechnungstag (sofern vorhanden), und zwar der Beträge die zum Ausgleich der Nettoinventarwert-Fehlbeträge der jeweiligen Serien erforderlich sind, anteilig entsprechend dem Nettoinventarwert-Fehlbetrag der jeweiligen Serie von Anteilen der Klasse B, wobei die auf diese Weise zugeteilten Beträge für diese Anteile der Klasse B kapitalisiert werden;

(v) Zuteilung des bisherigen Devisenausgleichsbetrags im jeweiligen Jahr für Anteile der Klasse C, anteilig entsprechend dem Nettoinventarwert jeder Serie von Anteilen der Klasse C, wobei die auf diese Weise zugeteilten Beträge für die Anteile der Klasse C kapitalisiert werden;

(vi) Zuteilung der bisherigen Zieldividenden der Klasse C im jeweiligen Jahr, anteilig entsprechend den Zieldividenden der Klasse C für jede Serie von Anteilen der Klasse C, wobei die auf diese Weise zugeteilten Beträge für die Anteile der Klasse C kapitalisiert werden;

(vii) Zuteilung an ein für die TA Facility vorgesehenes Konto, und zwar in Höhe des bisherigen Anteils im jeweiligen Jahr an dem vom Verwaltungsrat für die Finanzierung der TA Facility genehmigten Betrag für die Finanzierung der in Ziffer 10.6 "Technical Assistance Facility" des Emissionsdokuments beschriebenen TA Facility;

(viii) Zuteilung an ein für den Investment-Manager vorgesehenes Konto, und zwar eines Betrages in Höhe der bisherigen Erfolgsprämie des Investment-Managers im jeweiligen Kalenderjahr, wie im Emissionsdokument beschrieben; darauffolgend

(ix) wird der verbliebene Nettoertrag als Ergänzungsdividende den Anteilen der Klasse A, Klasse B und Klasse C anteilig entsprechend dem jeweiligen Nettoinventarwert jeder Anteilsklasse am Anfang des jeweiligen Kalenderjahrs, multipliziert mit einem Gewichtungsfaktor (Faktor für Anteile der Klasse A = 1; Faktor für Anteile der Klasse B = 2; Faktor für Anteile der Klasse C = 3) zugeteilt; die auf diese Weise als Ergänzungsdividenden jeder Anteilsklasse zugeteilten Beträge werden innerhalb jeder Klasse den jeweiligen Serien dieser Klasse anteilig entsprechend ihrem jeweiligen Nettoinventarwert zu Beginn des jeweiligen Kalenderjahrs zugeteilt.

Abhängig von der Entwicklung der Investmentgesellschaft hat der Investment-Manager möglicherweise einen Anspruch auf weitere leistungsbezogene Vergütung (die "Erfolgsprämie des Investment-Managers"). Die Erfolgsprämie des Investment-Managers beträgt 20 % des bisherigen im jeweiligen Jahr nach Schritt (vii) der oben beschriebenen Zuteilungsreihenfolge für eine Zuteilung verfügbar gebliebenen Betrags; dies gilt vorbehaltlich einer Reduzierung (a) nach Ermessen des Verwaltungsrats für den Fall, dass bestimmte Leistungsziele nicht vom Investment-Manager erreicht werden und (b) um Fehlbeträge in Bezug auf vorrangige Zahlungsansprüche, die sich in den vorausgehenden drei Kalenderjahren (dreijähriger Rückbetrachtungszeitraum) ergeben haben, jeweils wie im Investment-Management-Vertrag näher beschrieben. Die Erfolgsprämie des Investment-Managers steht unter dem Vorbehalt einer dreijährigen Rückgriffsperiode wie im Investment-Management-Vertrag näher beschrieben.

An jedem Nettoinventarwert-Berechnungstag wird der bisherige Nettoertrag der Investmentgesellschaft im jeweiligen Jahr, sofern negativ, in der folgenden Reihenfolge zugeteilt:

(i) Zuteilung zu Anteilen der Klasse C bis zur Höhe des gesamten Nettoinventarwerts der Anteile der Klasse C;

(ii) Zuteilung zu Anteilen der Klasse B bis zur Höhe des gesamten Nettoinventarwerts der Anteile der Klasse B, anteilig entsprechend dem Nettoinventarwert jeder Serie von Anteilen der Klasse B; darauffolgend

(iii) Zuteilung zu Anteilen der Klasse A bis zur Höhe des gesamten Nettoinventarwerts der Anteile der Klasse A, anteilig entsprechend dem Nettoinventarwert jeder Serie von Anteilen der Klasse A.

**Art. 14. Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil.** Der Nettoinventarwert pro Anteil wird von der Verwaltungsstelle ab dem Ersten Closing am letzten Geschäftstag jedes Kalenderquartals berechnet. Darüber hinaus behält sich der Verwaltungsrat das Recht vor, die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil an jedem sonstigen Tag zu verlangen (ein Tag, an dem eine solche Nettoinventarwert-Berechnung erfolgt, jeweils ein "Nettoinventarwert-Berechnungstag").

Der Nettoinventarwert der Investmentgesellschaft wird in USD ausgedrückt.

Die Bewertung der Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, die der Investmentgesellschaft zugerechnet werden, einschließlich der Feststellung von Gewinnen und Verlusten aus den Anlagen, erfolgt auf Grundlage der Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze gemäß den International Financial Reporting Standards ("IFRS").

Ein den Anteilen der Klasse A und Klasse B zurechenbarer bisheriger positiver Nettoertrag im jeweiligen Jahr, außer Beträgen, die den Anteilen der Klasse A und Klasse B zum Ausgleich der Nettoinventarwert-Fehlbeträge dieser Anteile zugeteilt wurden (sowie zugunsten des Investment-Managers und der TA Facility zugeteilte Beträge) bleibt im Nettoinventarwert der Investmentgesellschaft zwar unberücksichtigt, wird jedoch in den Abschlüssen der Investmentgesellschaft als zahlbarer Betrag nach der oben in Artikel 13 (Abschnitt "Zuteilung des Nettoertrags") beschriebenen Zuteilung des Ertrags berücksichtigt.

Der Wert der Vermögenswerte wird von der Verwaltungsstelle selbstständig auf Grundlage der ihr vorgelegten Informationen sowie unter der Aufsicht des Verwaltungsrats wie folgt ermittelt:

(i) Anleihen, die an keiner Wertpapierbörse oder einem sonstigen geregelten Markt notieren oder gehandelt werden, werden anfänglich mit ihrem beizulegenden Zeitwert, normalerweise der Preis für die Ausgabe oder den Erwerb des Vermögenswertes durch Einlage oder auf sonstige Weise, bewertet. Nachfolgend werden sie mit ihrem fortgeführten Anschaffungswert, gegebenenfalls abzüglich einer Wertminderungsrückstellung (impairment provision), bewertet. Diese Wertminderungsrückstellung wird definiert als der bei der ersten bilanziellen Erfassung festgestellte Wert, abzüglich der Kapitalrückzahlungen, abzüglich bzw. zuzüglich der kumulierten Amortisation (cumulative amortisation) unter Verwendung der "Effektivzinsmethode" des Unterschiedsbetrags zwischen dem jeweiligen anfänglichen Betrag und dem Betrag bei Fälligkeit (maturity amount), sowie abzüglich Wertberichtigungen. Der Verwaltungsrat bemüht sich nach besten Kräften, die Methode zur Berechnung einer Wertminderungsrückstellung fortlaufend zu bewerten und nötigenfalls Änderun-

gen vorzuschlagen, um sicherzustellen, dass diese Rückstellung wie vom Verwaltungsrat nach dem Grundsatz von Treu und Glauben festgestellt angemessen bewertet wird;

(ii) Als Wert von verfügbaren Barmitteln oder Einlagen, Wechseln und bei Sicht fälligen Schuldscheinen (demand notes), Forderungen, Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden sowie wie oben beschrieben angekündigten oder angefallenen, jedoch noch nicht erhaltenen Zinsen gilt deren voller Betrag, es sei denn, dass dessen Zahlung oder Erhalt in voller Höhe unwahrscheinlich ist; in diesem Fall wird der jeweilige Wert nach Abzug eines Abschlags ermittelt, der nach Ansicht des Verwaltungsrats im Hinblick auf die Berücksichtigung des richtigen Werts angemessen ist;

(iii) Der Wert von Vermögenswerten, die an einer Wertpapierbörse notieren oder gehandelt werden basiert auf dem zuletzt verfügbaren Preis an der Börse, die normalerweise den Hauptmarkt für diese Vermögenswerte bildet;

(iv) Der Wert von Vermögenswerten, die an einem sonstigen geregelten Markt gehandelt werden basiert auf dem zuletzt verfügbaren Preis;

(v) Alle sonstigen Wertpapiere und Vermögenswerte werden mit ihrem beizulegenden Zeitwert bewertet, der gemäß den vom Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festgelegten Verfahren ermittelt wird;

(vi) Stellt der Verwaltungsrat nach dem Grundsätzen der Vorsicht sowie von Treu und Glauben fest, dass der gemäß den Absätzen (i), (iv) oder (v) bestimmte Preis den Wert des Vermögensgegenstandes nicht richtig wiedergibt, kann er entsprechend den Regeln der geltenden IFRS dem Vermögenswert einen niedrigeren (jedoch in keinem Fall höheren) Wert zurechnen.

Der Nettoinventarwert jeder Serie der Klasse A, Klasse B und Klasse C wird gemäß folgender Methode berechnet:

(1) Ermittlung des Nettoinventarwerts der Investmentgesellschaft

Die Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen der Investmentgesellschaft werden unter Anwendung der oben beschriebenen Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze ermittelt.

(2) Ermittlung des Nettoinventarwerts pro Serie

Der aus der Bilanz, die auf diese Weise gemäß IFRS ermittelt wird, abgeleitete Nettoinventarwert der Investmentgesellschaft wird dann wie folgt in der nachfolgenden Reihenfolge zugeteilt

(i) anteilig und gleichrangig bis zur Höhe des gesamten Ausgabepreises jeder Serie von Anteilen der Klasse A;

(ii) anteilig und gleichrangig bis zur Höhe des gesamten Ausgabepreises jeder Serie von Anteilen der Klasse B;

(iii) ein verbleibender Nettoinventarwert der Investmentgesellschaft wird zu gleichen Teilen den Anteilen der Klasse C zugeteilt;

mit der Maßgabe, dass die Zuteilung des Nettoinventarwerts an jede Serie zur Berücksichtigung der im Emissionsdokument festgelegten Grundsätze geändert wird.

(3) Ermittlung des Nettoinventarwerts pro Anteil

Der gesamte Nettoinventarwert jeder Serie von Anteilen der Klasse A, Klasse B und Klasse C wird durch die jeweilige Anzahl der Anteile jeder Serie von Anteilen der Klasse A, Klasse B bzw. Klasse C geteilt um den Nettoinventarwert jedes einzelnen Anteils der Klasse A, Klasse B und Klasse C zu ermitteln.

**Art. 15. Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil, der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen.** Die Investmentgesellschaft kann die Bestimmung des Nettoinventarwerts pro Anteil einer einzelnen Klasse sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen unterschiedlicher Klassen ihrer Anteilhaber in folgenden Fällen vorübergehend aussetzen:

(i) während eines Zeitraums, in dem der Markt oder die Börse, an denen ein wesentlicher Teil der Anlagen der Investmentgesellschaft oder des jeweiligen Teilfonds (sofern vorhanden) hauptsächlich gehandelt werden, aus anderen Gründen als wegen regulärer Feiertage geschlossen ist oder in dem der Handel erheblich eingeschränkt oder ausgesetzt ist;

(ii) wenn die Preise der Anlagen der Investmentgesellschaft oder des jeweiligen Teilfonds (sofern vorhanden) aufgrund einer anderen Ausnahmesituation nicht zeitnah oder genau festgestellt werden können;

(iii) wenn die üblicherweise zur Berechnung des Werts der Vermögenswerte der Investmentgesellschaft oder des jeweiligen Teilfonds (sofern vorhanden) verwendeten Kommunikationsmedien ausfallen oder wenn der Wert einer Anlage der Investmentgesellschaft oder des jeweiligen Teilfonds (sofern vorhanden) aus irgendeinem Grund nicht im gewünschten Zeitrahmen und mit der gewünschten Genauigkeit berechnet werden kann;

(iv) wenn die Ausführung von Transaktionen für die Investmentgesellschaft oder für den jeweiligen Teilfonds (sofern vorhanden) aufgrund von Devisenkontrollbeschränkungen oder Beschränkungen von Kapitalübertragungen nicht möglich ist oder wenn Käufe und Verkäufe in deren Namen nicht zu den üblichen Wechselkursen durchgeführt werden können;

(v) wenn Faktoren, die u. a. von der politischen, wirtschaftlichen, militärischen und geldpolitischen Lage abhängen und außerhalb des Einflussbereichs, der Verantwortung und der Handlungsmöglichkeiten der Investmentgesellschaft liegen, verhindern, dass die Investmentgesellschaft bzw. der jeweilige Teilfonds (sofern vorhanden) auf ihr Vermögen zugreifen und ihre Nettoinventarwerte auf die übliche oder angemessene Weise berechnen können;

(vi) wenn der Verwaltungsrat dies beschließt, sofern alle Anteilhaber dieselbe Behandlung erfahren und alle einschlägigen Gesetze und Vorschriften eingehalten werden, (i) sobald eine außerordentliche Hauptversammlung der Anteilhaber der Investmentgesellschaft oder eines Teilfonds (sofern vorhanden) einberufen wurde, um über die Abwicklung



oder Auflösung der Investmentgesellschaft bzw. des Teilfonds (sofern vorhanden) zu entscheiden, und (ii) wenn der Verwaltungsrat zu einer diesbezüglichen Entscheidung befugt ist, bei Entscheidung zur Abwicklung oder Auflösung eines Teilfonds (sofern vorhanden).

Die Aussetzung ist, sofern angemessen, von der Investmentgesellschaft zu veröffentlichen und kann den betroffenen Anlegern mitgeteilt werden.

Eine solche Aussetzung in Bezug auf eine bestimmte Anteilsklasse hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil oder auf Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Anteilen einer anderen Anteilsklasse, wenn die Vermögenswerte innerhalb dieser anderen Anteilsklasse nicht in gleichem Maße von denselben Umständen betroffen sind.

Anträge auf Zeichnung, Umtausch oder Rücknahme können nur im Falle einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts widerrufen werden; in diesem Fall können die Anteilinhaber mitteilen, dass sie ihren Antrag zurückziehen möchten. Geht keine solche Mitteilung bei der Investmentgesellschaft ein, wird der Antrag am ersten Nettoinventarwert-Berechnungstag, der für jede Anteilsklasse bestimmt wird, nach Ende der Aussetzung bearbeitet.

### Kapitel III - Verwaltung und Beaufsichtigung

**Art. 16. Verwaltungsratsmitglieder.** Die Investmentgesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der mindestens aus 7 Mitgliedern und höchstens aus 10 Mitgliedern besteht, bei denen es sich nicht um Anteilinhaber der Investmentgesellschaft handeln muss. Wenn die Investmentgesellschaft jedoch nur einen Anteilinhaber hat, kann der Verwaltungsrat bis zur ordentlichen Hauptversammlung der Anteilinhaber nach Gründung oder dem Hinzutreten weiterer Anteilinhaber aus einem Mitglied bestehen. Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden zunächst für eine Amtszeit von drei Jahren und anschließend jährlich gewählt, wobei für jedes neue Verwaltungsratsmitglied die Zustimmung der CSSF einzuholen ist. Die Verwaltungsratsmitglieder sind von den Anteilhabern bei einer Hauptversammlung der Anteilinhaber zu wählen; Letztere bestimmt ferner die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Wird eine juristische Person zum Verwaltungsratsmitglied der Investmentgesellschaft bestellt, so hat diese juristische Person einen ständigen Vertreter zu benennen, der diese Aufgabe im Namen und im Auftrag der juristischen Person übernimmt. Die jeweilige juristische Person kann ihren ständigen Vertreter nur abberufen, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger bestellt.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mit einfacher Mehrheit der Stimmen der bei der jeweiligen Hauptversammlung der Anteilinhaber vertretenen Anteile gewählt oder abberufen.

Die Anteilinhaber jeder Anteilsklasse sind berechtigt, der Hauptversammlung der Anteilinhaber eine Kandidatenliste für die Position eines Verwaltungsratsmitglieds der Investmentgesellschaft vorzulegen.

Soweit der Verwaltungsrat aus mehr als einem Mitglied besteht, hat die Hauptversammlung der Anteilinhaber die Verwaltungsratsmitglieder wie folgt auszuwählen und zu bestellen:

- (i) einen von der KfW vorgeschlagenen Kandidaten;
- (ii) zwei Kandidaten, die - gemessen an der Anzahl der Anteile - von den beiden größten Anteilhabern der Klasse B (mit Ausnahme der KfW) vorgeschlagen wurden;
- (iii) einen von den anderen Anteilhabern der Klasse B und den Anteilhabern der Klasse A vorgeschlagenen Kandidaten;
- (iv) zwei Kandidaten, die - gemessen an der Anzahl der Anteile - von den beiden größten Anteilhabern der Klasse C vorgeschlagen wurden; und
- (v) einen von dem/den anderen Anteilhaber(n) der Klasse C vorgeschlagenen Kandidaten.

Sofern die Anteilinhaber der Klasse A, B oder C keine Kandidatenliste einreichen, wählt die Hauptversammlung der Anteilinhaber stattdessen die Kandidaten nach ihrem Ermessen.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung der Anteilinhaber mit oder ohne Grund abberufen oder ersetzt werden.

Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds unbesetzt sein, können die übrigen Verwaltungsratsmitglieder die Position vorübergehend neu besetzen; die Anteilinhaber werden bei ihrer nächsten Hauptversammlung endgültig über diese Besetzung entscheiden.

**Art. 17. Sitzungen des Verwaltungsrats.** Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, der die Sitzungen des Verwaltungsrats leitet. Er kann einen Protokollführer auswählen, bei dem es sich nicht um ein Verwaltungsratsmitglied handeln muss und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrats führt. Sitzungen des Verwaltungsrats werden durch den Vorsitzenden oder zwei der Verwaltungsratsmitglieder einberufen, der Sitzungsort wird in der Einladung angegeben.

Bei Verhinderung des Vorsitzenden bestimmen die Mitglieder des Verwaltungsrats durch Mehrheitsbeschluss ein anderes Verwaltungsratsmitglied zum Vorsitzenden dieser Sitzung.

Der Investment-Manager kann als nicht stimmberechtigter Berater zu den Sitzungen des Verwaltungsrats eingeladen werden.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte bestellen, beispielsweise einen Geschäftsführer und einen stellvertretenden Geschäftsführer sowie jegliche sonstigen leitenden Angestellten, die der Investmentgesellschaft für den Betrieb und die Führung der Investmentgesellschaft erforderlich erscheinen. Diese Bestellungen können jederzeit vom Verwaltungsrat beendet werden. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Anteilhaber der Investmentgesellschaft handeln. Soweit in dieser Satzung nicht anders vorgesehen, haben die leitenden Angestellten die Rechte und Pflichten, die ihnen der Verwaltungsrat überträgt.

Die Einladung zu einer Sitzung des Verwaltungsrats hat mindestens fünf Tage vor dem Sitzungstag schriftlich an alle Verwaltungsratsmitglieder zu ergehen; ausgenommen sind Notfälle, wobei in diesem Fall deren Art in der Einladung anzugeben ist. Auf die Einladung kann verzichtet werden, wobei die Zustimmung schriftlich, per Telegramm, Telex, Telefax oder durch ähnliche Kommunikationsmittel zu erteilen ist. Bei Sitzungen, deren Zeitpunkt und Ort durch Beschluss des Verwaltungsrats festgelegt wurden, ist keine gesonderte Einladung erforderlich.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Sitzung durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, dem es schriftlich, per Telegramm, Telex oder Telefax, E-Mail oder durch ähnliche Kommunikationsmittel Vollmacht erteilt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere Kollegen vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Sitzung des Verwaltungsrats mittels einer telefonischen Konferenzschaltung oder ähnlicher Kommunikationsmittel teilnehmen, bei denen alle Sitzungsteilnehmer einander hören können, und eine solche Teilnahme gilt als persönliche Anwesenheit bei der Sitzung.

Vorbehaltlich des letzten Absatzes dieses Artikels können die Verwaltungsratsmitglieder nur bei ordnungsgemäß einberufenen Sitzungen des Verwaltungsrats Beschlüsse fassen.

Die einzelnen Verwaltungsratsmitglieder können nicht verbindlich für die Investmentgesellschaft unterzeichnen, es sei denn, sie werden durch Beschluss des Verwaltungsrats ausdrücklich dazu ermächtigt.

Der Verwaltungsrat kann nur wirksam beraten oder Beschlüsse fassen, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder eine andere vom Verwaltungsrat ggf. bestimmte Zahl von Verwaltungsratsmitgliedern anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Verwaltungsrats werden protokolliert und vom Sitzungsvorsitzenden unterzeichnet. Kopien von Auszügen aus diesen Protokollen, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorzulegen sind, werden vom Sitzungsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern wirksam unterzeichnet.

Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mindestens mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, sofern diese Satzung, das Emissionsdokument oder das geltende Recht keine andere Mehrheit vorsehen. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Schriftlich gefasste Beschlüsse, die von allen Verwaltungsratsmitgliedern gebilligt und unterzeichnet wurden, haben dieselbe Wirkung wie Beschlüsse, über die bei Sitzungen der Verwaltungsratsmitglieder abgestimmt wurde; jedes Verwaltungsratsmitglied hat einem solchen Beschluss schriftlich, per Telegramm, Telex, Telefax oder durch ähnliche Kommunikationsmittel zuzustimmen. Diese Zustimmung ist schriftlich zu bestätigen und alle Dokumente dienen als Nachweis, dass solch ein Beschluss gefasst wurde.

**Art. 18. Befugnisse des Verwaltungsrats.** Der Verwaltungsrat ist grundsätzlich in jeder Hinsicht für die Verwaltung und Führung des Geschäfts der Investmentgesellschaft verantwortlich. Insbesondere hat der Verwaltungsrat (unter anderem) folgende Aufgaben:

(i) Festlegung der Geschäftspolitik der Investmentgesellschaft im Rahmen des von der Hauptversammlung der Anteilhaber, dem Emissionsdokument und dieser Satzung vorgegebenen Leitbilds und Zustimmung zu wichtigen Geschäftsangelegenheiten gemäß diesem Leitbild;

(ii) Treffen bzw. Beaufsichtigung von Anlageentscheidungen;

(iii) Überwachung der Einhaltung des von der Hauptversammlung der Anteilhaber, dem Emissionsdokument und der Satzung der Investmentgesellschaft vorgegebenen Leitbilds durch die Investmentgesellschaft;

(iv) Billigung der Einzahlungen der Investmentgesellschaft in die TA Facility;

(v) Vorschlag von Änderungen des Emissionsdokuments (u. a. der Anlagerichtlinien) und dieser Satzung zur Genehmigung durch die CSSF bzw. die Anleger;

(vi) Beaufsichtigung des Investment-Managers;

(vii) Festlegung von Performance-Zielen für den Investment-Manager im Rahmen des Investment-Management-Vertrags;

(viii) Bestellung und Abberufung des Investment-Managers und Änderung des Investment-Management-Vertrags;

(ix) Bestellung und Abberufung der Depotbank, der Verwaltungsstelle und sonstiger Dienstleister der Investmentgesellschaft, ggf. vorbehaltlich der Zustimmung der CSSF;

(x) Bestellung und Austausch der Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft, vorbehaltlich der Zustimmung der Hauptversammlung der Anteilhaber und der CSSF;

(xi) Bestellung und Abberufung der Mitglieder der Ausschüsse der Investmentgesellschaft (u. a. Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Anlageausschusses und des Währungsausschusses) und Festlegung der für diese Ausschüsse geltenden Geschäftsordnungen;

- (xii) Billigung von Anlegern der Investmentgesellschaft sowie neuer Kapitalzusagen;
  - (xiii) Abgabe von Empfehlungen und Erstellung der Tagesordnung für die Hauptversammlung der Anteilhaber und Einberufung von ordentlichen und außerordentlichen Versammlungen der Anteilhaber;
  - (xiv) Besprechung und Billigung von Berichten über den Geschäftsbetrieb der Investmentgesellschaft im Laufe des Geschäftsjahres und Überprüfung und Billigung des Jahres- und Halbjahresabschlusses sowie des Jahres- und Halbjahresberichts und deren Vorlage bei der Hauptversammlung der Anteilhaber;
  - (xv) Vorlage aller externen Prüfberichte bei der nächsten Hauptversammlung der Anteilhaber;
  - (xvi) Billigung des jährlichen Geschäftsplans und Überwachung seiner Umsetzung;
  - (xvii) Entscheidung über Vergleiche in wesentlichen Rechtsstreitigkeiten;
  - (xviii) Begebung neuer Serien von Anteilen oder Schuldverschreibungen von Zeit zu Zeit nach eigenem Ermessen (und Festlegung der jeweiligen Zieldividende bzw. des jeweiligen Zielkupons und der jeweils abzurufenden Kapitalzusagen).
- Vorbehaltlich der ausdrücklich nach geltendem Recht oder dieser Satzung der Hauptversammlung der Anteilhaber übertragenen Befugnisse verfügt der Verwaltungsrat über die weitestgehenden Befugnisse, um jederzeit im Namen der Investmentgesellschaft zu handeln.

**Art. 19. Unterzeichnung.** Gegenüber Dritten wird die Investmentgesellschaft wie folgt rechtlich gebunden:

- (i) durch die Einzelunterschrift des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds oder durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder,
- (ii) im Rahmen der laufenden Geschäftsführung durch die gemeinsame Unterschrift oder die Einzelunterschrift einer Person, der die laufende Geschäftsführung der Investmentgesellschaft übertragen wurde, oder
- (iii) im Rahmen einer Sondervollmacht durch die gemeinsame Unterschrift oder die Einzelunterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds, eines leitenden Angestellten der Investmentgesellschaft oder einer anderen Person, der vom Verwaltungsrat eine Sondervollmacht erteilt wurde.

**Art. 20. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann seine Befugnis zur laufenden Geschäftsführung der Investmentgesellschaft (auch seine Zeichnungsberechtigung) und seine Befugnis zur Vornahme von Maßnahmen zur Umsetzung der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszwecks an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, bei denen es sich nicht um Mitglieder des Verwaltungsrats handeln muss; diese Personen werden mit den vom Verwaltungsrat festgelegten Befugnissen ausgestattet und können ihre Befugnisse vorbehaltlich entsprechender Ermächtigung durch den Verwaltungsrat weiterübertragen.

Der Verwaltungsrat bestellt u. a. spezielle Ausschüsse, wie beispielsweise einen Anlageausschuss und einen beratenden Ausschuss, und kann auch weitere im Emissionsdokument näher beschriebene spezielle Ausschüsse bestellen, die bestimmte ihnen ausdrücklich übertragene Aufgaben und Funktionen übernehmen.

**Art. 21. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.** Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, die Anlagepolitik und Anlagestrategien in Bezug auf die Investmentgesellschaft und jeden Teilfonds (sofern vorhanden) sowie die Ausrichtung der Geschäftsführung der Investmentgesellschaft jeweils in dem vom Verwaltungsrat in Einklang mit geltendem Recht und dem Emissionsdokument festgelegten Rahmen nach dem Prinzip der Risikostreuung festzulegen.

Die Investmentgesellschaft ist befugt, (i) Techniken und Instrumente in Zusammenhang mit übertragbaren Wertpapieren anzuwenden, sofern diese Techniken und Instrumente für die Zwecke eines effizienten Portfoliomanagements eingesetzt werden, und (ii) bei der Verwaltung ihres Vermögens und ihrer Verbindlichkeiten zur Absicherung gegen Währungsrisiken vorgesehene Techniken und Instrumente anzuwenden.

Der Verwaltungsrat kann im wohlverstandenen Interesse der Investmentgesellschaft auf die im Emissionsdokument der Investmentgesellschaft beschriebene Weise entscheiden, dass (i) das Vermögen der Investmentgesellschaft oder eines Teilfonds (sofern vorhanden) insgesamt oder teilweise im Rahmen einer getrennten Verwahrung gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, u. a. Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder deren Teilfonds, verwaltet wird oder dass (ii) das Vermögen von zwei oder mehr Teilfonds der Investmentgesellschaft (sofern vorhanden) im Rahmen einer getrennten Verwahrung oder im Rahmen eines Poolings gemeinsam verwaltet wird.

**Art. 22. Interessenkonflikt.** Der Investment-Manager, die Depotbank, die Verwaltungsstelle und ihre jeweiligen verbundenen Unternehmen, Organmitglieder und leitenden Angestellten (gemeinsam die "Parteien") üben gegenwärtig oder möglicherweise künftig andere Tätigkeiten im Finanz-, Anlage- oder Beratungsbereich aus, die zu Interessenkonflikten in Bezug auf die Führung und Verwaltung der Investmentgesellschaft führen können. Diese Interessenkonflikte werden gemäß den Bestimmungen im Emissionsdokument gelöst.

**Art. 23. Haftungsfreistellung der Verwaltungsratsmitglieder.** Soweit nach geltendem Recht zulässig, stellt die Investmentgesellschaft den Investment-Manager, den Structuring Agent, die Mitglieder des Verwaltungsrats, die Mitglieder des Anlage- und des Währungsausschusses sowie deren jeweilige Geschäftsführer, Mitarbeiter, leitenden Angestellten und Organmitglieder von jeglicher Haftung und den damit in Zusammenhang stehenden angemessenen Kosten und Auslagen frei (einschließlich Rechtsberatungskosten und Beträge in Zusammenhang mit Urteilen und Vergleichen), die einer der vorstehend genannten Personen in Zusammenhang mit gerichtlichen oder sonstigen Verfahren im Namen der Investmentgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft, deren mittelbarer oder unmittelbarer Gesellschafter oder Gläubiger

die Investmentgesellschaft ist, oder in Zusammenhang mit ihrer Verbindung zur Investmentgesellschaft oder einer solchen Gesellschaft entstehen, sofern die freizustellende Person nach Treu und Glauben und - nach billigem Ermessen dieser Person - im wohlverstandenen Interesse der Investmentgesellschaft und weder grob fahrlässig noch vorsätzlich gehandelt hat.

**Art. 24. Wirtschaftsprüfer.** Die im Jahresbericht der Investmentgesellschaft angegebenen Daten sind von einem Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé") zu prüfen, der von der Hauptversammlung der Anteilhaber bestellt und von der Investmentgesellschaft vergütet wird.

Der Wirtschaftsprüfer hat sämtliche Pflichten nach dem SIF-Gesetz zu erfüllen.

#### Kapitel IV - Hauptversammlungen - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

**Art. 25. Hauptversammlungen von Anteilhabern der Investmentgesellschaft.** Die Hauptversammlung der Anteilhaber ist das Gremium aller Anteilhaber der Investmentgesellschaft. Ihre Beschlüsse sind für alle Anteilhaber unabhängig von den von diesen jeweils gehaltenen Anteilsklassen bindend. Sie verfügt über weitestgehende Befugnisse zur Anordnung, Durchführung oder Genehmigung von Handlungen im Zusammenhang mit dem Betrieb der Investmentgesellschaft.

Die Hauptversammlung der Anteilhaber wird vom Verwaltungsrat einberufen.

Sie kann ebenfalls auf schriftlichen Antrag von Anteilhabern hin einberufen werden, wenn diese mindestens fünf Prozent (5%) der mit dem Anteilskapital verbundenen Stimmrechte vertreten.

Die jährliche Hauptversammlung der Anteilhaber findet nach Maßgabe luxemburgischen Rechts am letzten Werktag im Mai jedes Jahres um 14.00 Uhr am Sitz der Investmentgesellschaft oder einem anderen in der Einladung zur Hauptversammlung angegebenen Ort im Großherzogtum Luxemburg statt.

Ist dieser Tag in Luxemburg kein Geschäftstag, findet die Hauptversammlung der Anteilhaber am jeweils nächstfolgenden Geschäftstag statt.

Sonstige Versammlungen der Anteilhaber finden an den Orten und zu den Zeiten statt, die in den jeweiligen Einladungen zu diesen Versammlungen angegeben sind.

Die Anteilhaber nehmen an Versammlungen persönlich, mittels Video- oder Telefonkonferenz oder mittels sonstiger vom Verwaltungsrat entsprechend dieser Satzung genehmigter Kommunikationsmittel teil. Der Verwaltungsrat beruft eine Hauptversammlung der Anteilhaber ein, indem er eine Einladung mit der festgelegten Tagesordnung mindestens 14 Tage vor der Versammlung an jeden registrierten Anteilhaber, an dessen im Anteilregister angegebene oder von ihm zuvor mitgeteilte sonstige Anschrift adressiert, versendet. Ein Anteilhaber, der an einer Versammlung mittels Video- oder Telefonkonferenz teilnimmt, muss vorher einen Vertreter bestimmen, der bei der Versammlung persönlich anwesend ist und die Stimmen bestätigt, die von den von ihm vertretenen Anteilhabern abgegeben werden. Der Verwaltungsrat erstellt die Tagesordnung, es sei denn, die Versammlung wird auf schriftlichen Antrag der Anteilhaber hin einberufen; in diesem Fall kann der Verwaltungsrat eine ergänzende Tagesordnung erstellen.

Die Protokolle mit den von den Anteilhabern in Versammlungen gefassten Beschlüssen werden von den die jeweiligen Versammlungen leitenden Funktionsträgern (officers of the meeting) unterzeichnet. Die Protokolle werden spätestens vier (4) Wochen nach der jeweiligen Versammlung an alle Anteilhaber verteilt. Zusätzlich zur Führung der am Sitz der Investmentgesellschaft aufbewahrten Bücher ist der Investment-Manager für die Führung eines Buches verantwortlich, das alle ordnungsgemäß unterzeichneten Protokolle der Versammlungen der Anteilhaber enthält.

Da sämtliche Anteile Namensanteile, werden die Einladungen mittels persönlicher Zustellung, per Fax oder per Einschreiben zugesandt.

Sind alle Anteilhaber anwesend oder ordnungsgemäß vertreten und liegt nach ihrem Ermessen eine ordnungsgemäß einberufene Versammlung unter Kenntnis der Tagesordnung vor, können sie auf das Erfordernis einer Einladung verzichten. In diesem Fall kann die Hauptversammlung der Anteilhaber ohne Einladung abgehalten werden.

Der Verwaltungsrat bestimmt alle weiteren Voraussetzungen einer Teilnahme der Anteilhaber an Versammlungen von Anteilhabern.

Die auf einer Versammlung von Anteilhabern behandelten Geschäfte sind auf die in der Tagesordnung enthaltenen Angelegenheiten (einschließlich aller gesetzlich vorgeschriebenen Angelegenheiten) und die damit verbundenen Geschäfte beschränkt, sofern nicht einstimmig auf diese Beschränkung verzichtet wird.

Gemäß luxemburgischem Recht und dieser Satzung berechtigt jeder Anteil unabhängig von seiner Anteilsklasse zu einer Stimme. Ein Anteilhaber kann sich auf allen Versammlungen von einer anderen Person vertreten lassen, die er schriftlich oder telegrafisch, per E-Mail, Telex oder Fax dazu ernannt hat; diese Person muss nicht notwendigerweise ein Anteilhaber sein und kann auch ein Verwaltungsratsmitglied der Investmentgesellschaft sein.

Auf einer Hauptversammlung der Anteilhaber, die nicht zu dem Zweck einberufen wurde, die Satzung zu ändern oder Beschlüsse zu fassen, für welche die in Bezug auf eine Änderung der Satzung maßgeblichen Erfordernisse hinsichtlich Beschlussfähigkeit und erforderlicher Mehrheit gelten, ist für Beschlüsse ungeachtet der Anzahl der vertretenen Anteile die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen erforderlich.

**Art. 26. Hauptversammlungen von Anteilhabern eines Teilfonds oder einer Anteilsklasse.** Die Anteilhaber der für einen bestimmten Teilfonds ausgegebenen Anteilsklasse oder Anteilsklassen können jederzeit Hauptversammlungen zur Regelung von ausschließlich diesen Teilfonds betreffenden Angelegenheiten abhalten.

Darüber hinaus können die Anteilhaber einer Anteilkategorie jederzeit Hauptversammlungen zur Regelung von ausschließlich diese Anteilskategorie betreffenden Angelegenheiten abhalten.

Die Bestimmungen von Artikel 25, Abschnitte 2, 3, 7, 8, 9, 10 und 11 gelten für diese Hauptversammlungen entsprechend.

Nach Luxemburgischem Recht und dieser Satzung berechtigt jeder Anteil zu einer Stimme. Anteilhaber handeln entweder persönlich, oder sie können sich von einer anderen Person vertreten lassen, die nicht notwendigerweise ein Anteilhaber sein muss und auch ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann.

Soweit gesetzlich oder in dieser Satzung nicht anderweitig vorgeschrieben, werden Beschlüsse der Hauptversammlung von Anteilhabern eines Teilfonds oder einer Anteilskategorie mit der einfachen Mehrheit der von den anwesenden oder ordnungsgemäß vertretenen Anteilhabern abgegebenen Stimmen gefasst.

**Art. 27. Auflösung von Teilfonds oder Anteilskategorien.** Die Hauptversammlungen von Anteilhabern sind in jedem Fall befugt, einen Teilfonds zu liquidieren. Diese Hauptversammlungen sind beschlussfähig, wenn mindestens drei Viertel der mit dem Anteilskapital verbundenen Stimmen vertreten sind, und für ihre Beschlüsse ist eine Mehrheit von mindestens drei Vierteln der gültig abgegebenen Stimmen erforderlich.

Für den Fall, dass aus irgendeinem Grund der Nettovermögenswert eines Teilfonds unter den Betrag fällt, oder den Betrag nicht erreicht, der nach Ansicht des Verwaltungsrats als mindestens für einen wirtschaftlich effizienten Betrieb dieses Teilfonds erforderlich ist, oder dass es zu einer erheblichen Veränderung der politischen, wirtschaftlichen oder finanziellen Situation kommt, oder als wirtschaftliche Rationalisierungsmaßnahme kann der Verwaltungsrat beschließen, den jeweiligen Teilfonds zu liquidieren. Die Investmentgesellschaft sendet vor dem Stichtag der Liquidation eine diesbezügliche schriftliche Mitteilung an die Anteilhaber des betreffenden Teilfonds, in der die Gründe und das Verfahren für die Liquidation aufgeführt sind.

Unbeschadet der dem Verwaltungsrat im vorhergehenden Absatz übertragenen Befugnisse ist die Hauptversammlung der Anteilhaber eines Teilfonds bei der Liquidation eines Teilfonds in jedem Fall befugt, den jeweiligen Teilfonds zu liquidieren. Die Hauptversammlung ist beschlussfähig, wenn mindestens drei Viertel der mit dem Anteilskapital verbundenen Stimmen vertreten sind, und für ihre Beschlüsse ist eine Mehrheit von mindestens drei Vierteln der gültig abgegebenen Stimmen erforderlich.

Vermögenswerte, die bei Durchführung der Liquidation nicht den Empfangsberechtigten ausgehändigt werden können, verbleiben für die Dauer von sechs Monaten nach Liquidation bei der Depotbank. Danach werden die Vermögenswerte bei der öffentlichen Hinterlegungsstelle (Caisse des Consignations) zugunsten der Empfangsberechtigten verwahrt.

**Art. 28. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Januar jedes Jahres und endet jeweils am 31. Dezember desselben Jahres. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Errichtung der Investmentgesellschaft und endet am 31. Dezember 2010.

**Art. 29. Ausschüttungen.** Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen über Ausschüttungen oder Dividenden entscheiden. Die Hauptversammlung der Anteilhaber kann diese Entscheidungen ebenfalls treffen.

Die Zuteilung von Erträgen und die Ausschüttung von Dividenden erfolgt in der Zuteilungsreihenfolge gemäß Artikel 13.

Im Falle von Namensanteilen erfolgt die Dividendenzahlung an die Anteilhaber an deren im Anteilregister jeweils angegebene Anschrift.

Über die Währung sowie Ort und Zeitpunkt von Ausschüttungen entscheidet der Verwaltungsrat fallweise.

Auf Entscheidung des Verwaltungsrats kann die Ausschüttung von Dividenden gemäß vom Verwaltungsrat festzulegenden Bedingungen in Form von Aktien anstelle von Barmitteln erfolgen.

Eine Ausschüttung, auf die innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Bekanntgabe kein Anspruch geltend gemacht wurde, verfällt und fällt an die jeweilige/n Anteilskategorie bzw. -klassen zurück, die für die Investmentgesellschaft bzw. den jeweiligen Teilfonds ausgegeben wurden. Bekanntgegebene Dividenden werden nicht verzinst.

## Kapitel V - Schlussbestimmungen

**Art. 30. Depotbank.** Soweit gesetzlich erforderlich, schließt die Investmentgesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer den Bestimmungen des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor entsprechenden Bank oder einem solchen Sparkasseninstitut ("Depotbank") ab.

Die Depotbank übernimmt die im SIF-Gesetz und dem mit der Investmentgesellschaft abgeschlossenen Vertrag vorgeschriebenen Aufgaben und Pflichten.

Beabsichtigt die Depotbank die Niederlegung ihrer Depotbankfunktion, bemüht sich der Verwaltungsrat nach besten Kräften, innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamwerden der Niederlegung eine Nachfolgerin für die Depotbank zu bestellen. Der Verwaltungsrat kann die Bestellung der Depotbank beenden, darf diese jedoch erst entlassen, wenn eine Nachfolgerin für die Depotbank bestellt wurde, welche die Aufgaben der Depotbank übernimmt.

**Art. 31. Auflösung der Investmentgesellschaft.** Die Investmentgesellschaft kann jederzeit auf Beschluss der Hauptversammlung der Anteilhaber, der entsprechend den für eine Änderung der Satzung geltenden Erfordernissen im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit und Mehrheiten gefasst wurde, aufgelöst werden.

Fällt das Anteilskapital unter zwei Drittel des in Artikel 7 festgelegten Mindestkapitals, legt der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Investmentgesellschaft der Hauptversammlung der Anteilhaber zur Entscheidung vor. Die Hauptversammlung, für die in diesem Fall keine besonderen Erfordernisse im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit gelten, entscheidet mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung vertretenen Anteile.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird darüber hinaus in Fällen, in denen das Anteilskapital unter ein Viertel des in Artikel 7 festgelegten Mindestkapitals fällt, der Hauptversammlung der Anteilhaber zur Entscheidung vorgelegt. In diesem Fall wird die Hauptversammlung der Anteilhaber ohne besondere Erfordernisse im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit abgehalten, und die Auflösung kann mit einer Mehrheit von einem Viertel der bei der Versammlung vertretenen Anteile entschieden werden.

Die Versammlung ist so einzuberufen, dass sie innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach der Feststellung, dass das Anteilskapital der Gesellschaft auf unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des rechtlich zulässigen Mindestbetrages gefallen ist, abgehalten wird.

**Art. 32. Liquidation.** Die Abwicklung wird von einem oder mehreren von der Aufsichtsbehörde ordnungsgemäß zugelassenen und von der Hauptversammlung der Anteilhaber bestellten Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und deren Befugnisse und Vergütung von der Hauptversammlung der Anteilhaber festgelegt werden.

Die Liquidatoren bemühen sich nach besten Kräften um eine Beendigung, Veräußerung oder eine sonstige Verfügung über ausstehende Anlagen der Investmentgesellschaft.

Wird die Investmentgesellschaft freiwillig oder zwangsweise liquidiert, wird ihre Liquidation entsprechend den Bestimmungen des SIF-Gesetzes durchgeführt. Im SIF-Gesetz sind die Maßnahmen festgelegt, die zu ergreifen sind, um eine Beteiligung der Anteilhaber an der/den Ausschüttung(en) des Liquidationserlöses zu ermöglichen, und es sieht eine treuhänderische Hinterlegung bei der öffentlichen Hinterlegungsstelle (Caisse des Dépôts et des Consignations) nach Abschluss der Liquidation vor. Beträge, für die innerhalb der Verjährungsfrist keine Ansprüche beim Treuhänder geltend gemacht werden, verfallen nach Maßgabe der Bestimmungen luxemburgischen Rechts.

Bei der Liquidation der Investmentgesellschaft werden die Gelder in der folgenden Reihenfolge ausgeschüttet, soweit Barmittel bei der Investmentgesellschaft verfügbar sind

(i) Zahlung aller Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft (außer Verbindlichkeiten in Bezug auf die Schuldverschreibungen, insbesondere Verbindlichkeiten in Verbindung mit Steuern, Direkten Betrieblichen Aufwendungen, Verwaltungsgebühr sowie Beträgen, die aus der revolvingierenden Kreditlinie aufgenommen wurden);

(ii) Zahlung von Zinsen auf Vorrangige Schuldverschreibungen, anteilig entsprechend den auf jede Serie von Vorrangigen Schuldverschreibungen fälligen Zinsen;

(iii) Zahlung von Kapitalbeträgen auf Vorrangige Schuldverschreibungen, anteilig entsprechend dem Kapitalbetrag jeder Serie von Vorrangigen Schuldverschreibungen;

(iv) Zahlung von Zinsen auf Nachrangige Schuldverschreibungen, anteilig entsprechend den auf jede Serie von Nachrangigen Schuldverschreibungen fälligen Zinsen;

(v) Zahlung von Kapitalbeträgen auf Nachrangige Schuldverschreibungen, anteilig entsprechend dem Kapitalbetrag jeder Serie von Nachrangigen Schuldverschreibungen;

(vi) Zahlung der Zieldividenden der Klasse A, anteilig entsprechend den Zieldividenden der Klasse A für jede Serie von Anteilen der Klasse A;

(vii) Zahlungen auf die Anteile der Klasse A in Höhe ihres jeweiligen Ausgabepreises, anteilig entsprechend dem Ausgabepreis jeder Serie von Anteilen der Klasse A;

(viii) Zahlung der Zieldividenden der Klasse B, anteilig entsprechend den Zieldividenden der Klasse B für jede Serie von Anteilen der Klasse B;

(ix) Zahlungen auf die Anteile der Klasse B in Höhe ihres jeweiligen Ausgabepreises, anteilig entsprechend dem Ausgabepreis jeder Serie von Anteilen der Klasse B;

(x) Zahlung der angefallenen Erfolgsprämie des Investment-Managers, vorbehaltlich der Bestimmungen des Investment-Management-Vertrages;

(xi) Zahlungen auf die Anteile der Klasse C in Höhe ihres jeweiligen Ausgabepreises zuzüglich der gesamten der jeweiligen Serie von Anteilen der Klasse C zugeteilten und kapitalisierten kumulierten Dividenden, anteilig entsprechend dem Ausgabepreis jeder Serie von Anteilen der Klasse C; und

(xii) die verbliebenen Gelder werden als Ergänzungsdividende den Anteilen der Klasse A, Klasse B und Klasse C anteilig entsprechend dem jeweiligen Nettoinventarwert jeder Anteilsklasse am Anfang des jeweiligen Kalenderjahrs, multipliziert mit einem Gewichtungsfaktor (Faktor für Anteile der Klasse A = 1; Faktor für Anteile der Klasse B = 2; Faktor für Anteile der Klasse C = 3) zugeteilt; die auf diese Weise als Ergänzungsdividenden jeder Anteilsklasse zugeteilten Beträge werden innerhalb jeder Klasse den jeweiligen Serien dieser Klasse anteilig entsprechend ihrem jeweiligen Nettoinventarwert zu Beginn des jeweiligen Kalenderjahrs zugeteilt.

**Art. 33. Änderungen der Satzung.** Jede Hauptversammlung der Anteilhaber, die in Übereinstimmung mit der Satzung der Investmentgesellschaft oder geltendem Recht zum Zwecke der Satzungsänderung oder zur Abstimmung über Be-

schlüsse einberufen wurde, für deren Annahme die für eine Änderung der Satzung der Investmentgesellschaft maßgeblichen Erfordernisse hinsichtlich Beschlussfähigkeit und Mehrheiten gelten, ist beschlussfähig, wenn mindestens drei Viertel (3/4) aller ausgegebenen und noch ausstehenden Anteile vertreten sind. Sollte bei der ersten Versammlung nicht die entsprechende Anzahl von Anteilhabern anwesend oder vertreten sein, kann eine zweite Versammlung einberufen werden, die beschlussfähig ist, wenn mindestens die Hälfte (1/2) aller ausgegebenen und noch ausstehenden Anteile vertreten ist. Ist die entsprechende Anzahl von Anteilhabern nicht anwesend oder vertreten, wird eine dritte Versammlung einberufen, für die keine besonderen Erfordernisse hinsichtlich der Beschlussfähigkeit gelten. In jeder dieser Hauptversammlungen ist zur Annahme eines vorgeschlagenen Beschlusses eine Zwei-Drittel Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber erforderlich, es sei denn, dass gemäß geltendem luxemburgischem Recht etwas anderes festgelegt ist.

Darüber hinaus bedürfen Änderungen des Unternehmenszwecks oder der Form der Investmentgesellschaft, sofern gesetzlich nichts anderes vorgesehen, der Genehmigung der Masse-Versammlungen (Masse Meeting(s)) der Schuldverschreibungsgläubiger.

**Art. 34. Erklärung.** Im Maskulinum verwendete Bezeichnungen beinhalten auch das Femininum, und Wörter, die Personen oder Anteilhaber bezeichnen, beinhalten ebenso Personen- und Kapitalgesellschaften, Verbände sowie alle anderen Gruppen von Personen mit oder ohne Rechtsfähigkeit.

**Art. 35. Anwendbares Recht.** Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach dem Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 sowie dem SIF-Gesetz, in beiden Fällen in der jeweils geltenden Fassung.

#### *Zeichnung und Einzahlung*

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet und begeben:

Kreditanstalt für Wiederaufbau ("KfW"), eine Anstalt des öffentlichen Rechts nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland mit Hauptsitz in Palmengartenstraße 5-9, 60325 Frankfurt am Main, Bundesrepublik Deutschland, handelnd im eigenen Namen, jedoch für Rechnung der Bundesrepublik Deutschland, vertreten durch das Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung ("BMZ"), hat 1 Anteil der Klasse C gezeichnet, voll eingezahlt in bar in Höhe von 50.000,- US-Dollar.

Daher steht der Investmentgesellschaft ein Betrag in Höhe von 50.000,- US-Dollar zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar, der dies ausdrücklich bestätigt, nachgewiesen wurde.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am Gründungstag der Investmentgesellschaft und endet am 31. Dezember 2010.

Die erste ordentliche Hauptversammlung der Anteilhaber findet im Jahr 2011 statt.

#### *Beschlüsse des einzigen Anteilhabers*

Der Erschienene, der wie oben angegeben vertreten wird und das gesamte gezeichnete Kapital vertritt, fasst die folgenden Beschlüsse:

##### *Erster Beschluss*

Die folgende Person wird für einen Zeitraum, der mit der im Jahr 2013 abzuhaltenden ordentlichen Hauptversammlung der Anteilhaber endet, zum Mitglied des Verwaltungsrats ernannt:

Herr Dr. Klaus Müller, geboren am 26. September 1962 in Karlsruhe, geschäftsansässig Palmengartenstr. 5-9, 60325 Frankfurt am Main, Bundesrepublik Deutschland.

Das Verwaltungsratsmitglied erhält keine Vergütung.

##### *Zweiter Beschluss*

Sitz der Investmentgesellschaft ist 5, rue Jean Monnet, L-2013 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

##### *Dritter Beschluss*

Ernst & Young S.A., 7, Parc d'Activité Syrdall, Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, wird für einen Zeitraum, der mit der im Jahr 2011 abzuhaltenden ordentlichen Hauptversammlung der Anteilhaber endet, zum Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft bestellt.

#### *Kosten*

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Entgelte jeglicher Art, die der Investmentgesellschaft in Zusammenhang mit ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 3.000,- geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Antrag des oben genannten Erschienenen in englischer Sprache verfasst wurde, der eine deutsche Fassung folgt. Auf Antrag

desselben Erschienenen und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text geht der englische Text vor.

Woraufhin vorliegende notarielle Urkunde am eingangs erwähnten Datum in Luxemburg aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument der dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Partei vorgelesen worden ist, hat dieselbe vorliegende Urkunde mit dem unterzeichneten Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: C. HERTZ und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 décembre 2009. Relation: LAC/2009/51628. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxemburg, den 20. Januar 2010.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2010012477/1871.

(100010231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

**Opera Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 10.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 132.993.

Il résulte des décisions prises par l'Associé Unique de la Société en date du 6 novembre 2009:

1. Démission de M Martin Schwarzburg de ses fonctions de gérant de la Société prenant effet le 8 octobre 2009.

2. Election de nouveau gérant pour une durée indéterminée à partir du 6 novembre 2009:

- M. Salem Khamis Saeed Khamis Al Darmaki, né le 28 juillet 1983 à Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis, demeurant professionnellement au 211 Corniche, P.O. Box 3600, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Opera Properties S.à r.l.

Wim J.A. Rits / Marcus Jacobus Dijkerman

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2010010163/17.

(100002616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**MXM-IPC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 147.632.

*Extrait des Résolutions des associés du 30 novembre 2009*

Les associés de la Société, ont décidé comme suit:

- de nommer Monsieur Mario Frleta, directeur, né le 17 novembre 1981 à Belgrade résidant professionnellement au Bilice II, 6, 21000 Split, Croatie en tant que gérant B de la Société, et ce avec effet immédiat pour une durée indéterminée;

- de nommer Monsieur Maxime A. CHALAGUINE en tant que gérant A de la Société et ce avec effet immédiat pour une durée indéterminée;

- de donner pouvoir à Monsieur Maxime A. CHALAGUINE en tant que gérant A pour la gestion journalière de la société;

- L'adresse de Monsieur Maxime A. CHALAGUINE associé et gérant A, a été actualisée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg de l'ancienne adresse à la nouvelle Rue François Vervloet 179/6, 1180 UCCLE, Belgique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2009.

Richard Brekelmans

Mandataire

Référence de publication: 2010010181/23.

(100002858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.